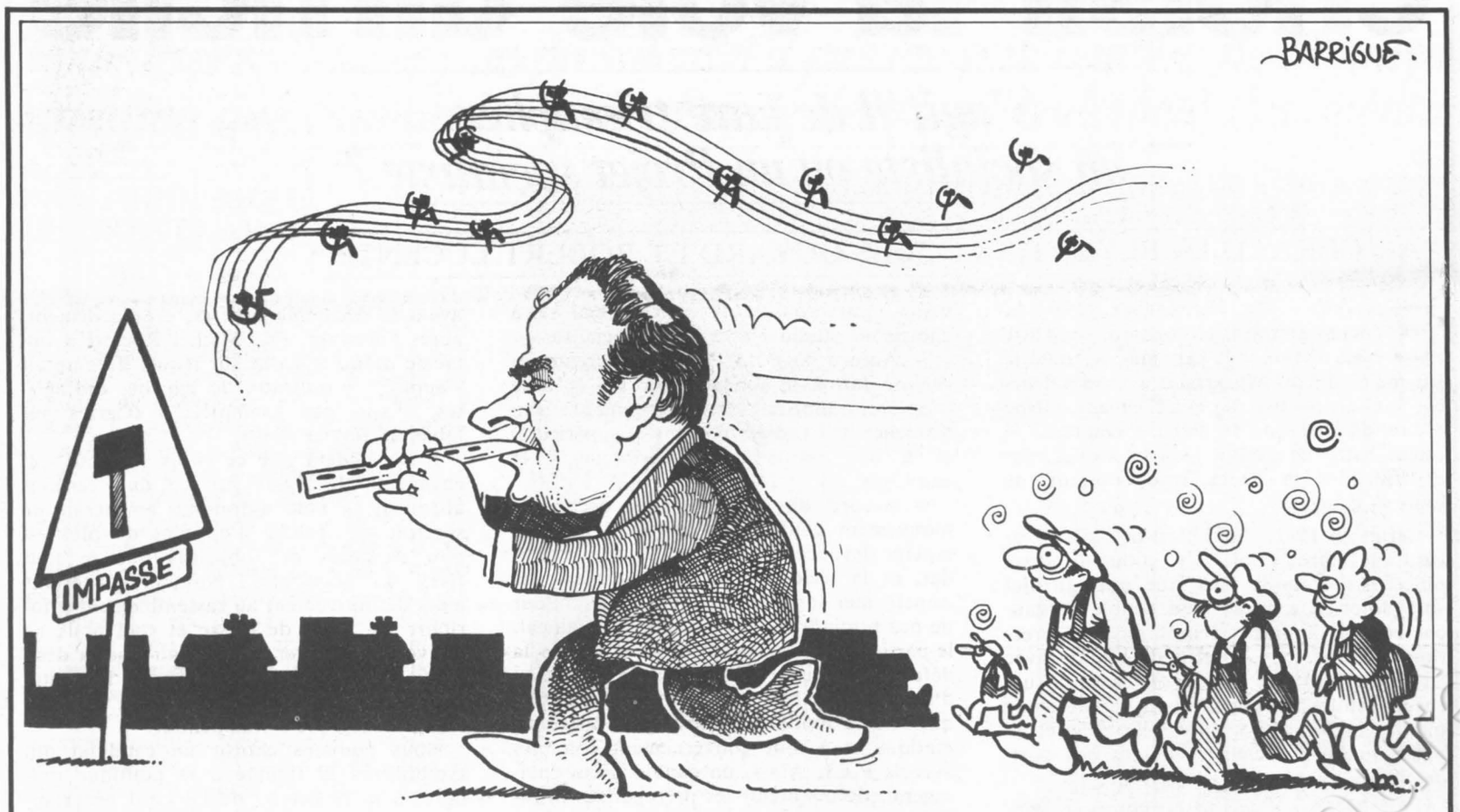
l'unité

M 2805 - N° 395 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 17 octobre 1980



Le candidat anti-espoir

PAR CLAUDE ESTIER

NUL ne conteste au Parti communiste le droit de présenter un candidat à la prochaine élection présidentielle. Le caractère déterminant de cette élection dans la vie politique française justifie apparemment la thèse selon laquelle aucune grande formation ne peut en être absente sous peine d'en subir des conséquences négatives. Il n'est d'ailleurs pas certain que cette thèse s'applique réellement au P.c.f. lui-même : en 1965, il s'était rallié à la candidature de François Mitterrand et il ne s'en était pas trouvé plus mal aux élections législatives suivantes, celles de mars 1967, où il avait réalisé son meilleur score sous la Ve République ; en 1974, il avait également soutenu la candidature unique de la gauche et les élections cantonales et municipales de 1976 et 1977 lui avaient apporté, dans le cadre de l'union de la gauche, des succès inespérés.

Cela étant, que le Parti communiste souhaite cette fois-ci présenter son propre candidat, personne, je le répète, ne saurait lui en faire grief. La question qui peut légitimement lui être posée est celle-ci : pourquoi cette candidature, sur quelles bases et avec quel objectif ?

La Conférence nationale du Parti communiste qui a « désigné » dimanche Georges Marchais — lequel s'était déjà autoproclamé candidat depuis plusieurs mois sans qu'aucune discussion n'ait jamais eu lieu à ce sujet dans les cellules et les sections — a fourni une réponse formelle qui s'articule en deux propositions : le candidat communiste est celui du changement ; la clef du changement, c'est un Parti communiste plus fort. C'est autour de ces deux propositions que va se développer d'ici au mois d'avril la campagne du Parti communiste en faisant appel à des moyens matériels et humains considérables. Il n'est pas exagéré de dire en effet que, dans cette affaire, le P.c.f. et Georges Marchais lui-même jouent en quelque sorte à quitte ou double.

Mais pour gagner leur pari, il ne leur suffit pas d'asséner chaque jour des slogans et des affirmations à l'emporte-pièce qui n'ont que peu de rapports avec la vérité historique. Il leur faut aussi convaincre au-delà de l'électorat habituel du Parti dont les suffrages sont de toute manière acquis. Ont-ils une chance d'y parvenir ? Il faudrait pour cela d'autres arguments que ceux employés lundi soir par Georges Marchais à « Cartes sur table » au cours d'une prestation qui, mise à part l'utilisation de quelques trucs déjà un peu usés, a été l'une des plus médiocres qu'il ait jamais réalisée.

Pour se présenter comme le candidat du changement, le porte-parole du P.c.f. part avec un lourd handicap. C'est qu'en mars 1978 le changement était effectivement possible ; la victoire de la gauche unie autour du Programme commun était donnée par tous comme quasi certaine ; elle se serait produite sans aucun doute si, le 22 septembre 1977, Georges Marchais et ses amis n'avaient choisi délibérément de rompre l'union à propos d'une sombre affaire de filiales à nationaliser, dont on s'est bien vite rendu compte qu'elle était le prétexte dissimulant de tout autres raisons. Tous les discours de Marchais et du P.c.f. n'effaceront pas cette réalité : il y a trois ans, le changement était à portée de la main, le Parti communiste n'en a pas voulu. C'est grâce à lui que la droite a gagné de justesse les élections, que Raymond Barre a pu demeurer au pouvoir, qu'il y a aujourd'hui en France quelques centaines de milliers de chômeurs de plus. En dehors, encore une fois, des électeurs inconditionnels du P.c.f., chaque Française, chaque Français sait cela : il sera difficile d'en persuader beaucoup que Georges Marchais est le seul candidat anti-giscardien, alors que sans Marchais, Giscard ne serait probablement plus à l'Elysée à l'heure présente.

D'autant plus difficile que le candidat communiste est bien incapable, et pour cause, d'expliquer comment se produirait le changement dont il se prétend le champion. La clef en serait un Parti communiste plus fort ? Mais les dirigeants du P.c.f. savent parfaitement que leur éventuelle capacité de progression est, dans la France d'aujourd'hui, extrêmement restreinte. Le formidable effort de propagande qu'ils vont développer dans les six prochains mois a pour seul objet de leur permettre de rester un peu au-dessus de la barre des 20 %, alors que le risque est grand pour eux de tomber au-dessous. Aucun de ces dirigeants ne pense en tout cas sérieusement qu'il puisse même retrouver en avril prochain le pourcentage de 21,50 % que Jacques Duclos avait réussi à atteindre en 1969, en bénéficiant de l'atomisation de la gauche socialiste. Le Parti communiste ne sera donc pas plus fort en 1981 qu'il ne l'était au début des années soixante-dix, alors que ses responsables nous répètent constamment qu'il ne l'était pas assez à l'époque pour provoquer le fameux changement. Ce n'est effectivement pas un score de 20 ou 21 % qui peut suffire à entraîner celui-ci. Affirmer que la clef du changement est un Parti communiste plus fort, alors que l'on sait au départ qu'il n'a aucune chance de progresser de façon significative, est donc un slogan mensonger qui recouvre une autre réalité : le P.c.f. ne songe qu'à consolider ses positions actuelles et n'attend aucun changement de l'élection présidentielle de 1981.

Pour parler sérieusement de changement, il faut d'abord, en démocratie, vouloir créer les conditions d'une majorité nouvelle. Or, 20 ou 21 % ne constituent pas une majorité. Certes, Georges Marchais affirme que son Parti n'entend pas arriver au pouvoir tout seul. Mais comme il exclut à l'heure actuelle toute entente avec le Parti socialiste, comme il en fait sa cible privilégiée, il crée lui-même les conditions du non-changement. Le candidat communiste a même franchi lundi soir un pas de plus dans cette direction en qualifiant de « périmée » la règle du désistement automatique pour le second tour. Peut-être a-t-il cru habile de repousser cette question comme « inopportune », mais il n'a sans doute pas réalisé — encore que son embarras fut nettement perceptible — que ses réponses à ce sujet rendaient encore moins crédible sa prétention à incarner le changement. Elles ont en tout cas confirmé que le P.c.f. n'avait pas pour souci premier de tout mettre en œuvre pour faire obstacle à la réélection de Valéry Giscard d'Estaing. Mais alors apparaît en pleine lumière l'odieuse mystification qu'il entretient depuis si longtemps en s'affirmant comme le seul soutien et le seul interprête des luttes des travailleurs. Dans l'intervention qu'il a publiée

(suite en page 2)

Comme l'ensemble des militants socialistes, toute l'équipe de « l'Unité » s'incline douloureusement devant les milliers de victimes de la catastrophe d'El Asnam et assure le gouvernement et le peuple algériens de sa profonde sympathie et de sa solidarité agissante.

Nord: l'opération charme a échoué
(page 3)

UN "TOURISTE" EN AFGHANISTAN
I. Kaboul: quelle contre-révolution
(page 6)

Vaccin: attention à l'overdose
(page 10)

Ivry Gitlis: "Si les Juifs n'existaient pas, il faudrait les inventer"
(page 14)

La seule issue à la crise du XXe siècle
(page 16)

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10 rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ◯
- abonnement de six mois (120 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Tribune

1981 : pour gagner, choisir la voie difficile

S'agit-il de faire triompher un socialiste ou un Projet socialiste ?

PAR GERARD DUPEYRAT, JACQUES GUYARD ET ROBERT LUCENTE

EN mai 1974, l'enjeu et l'objectif étaient simples, le candidat socialiste était d'emblée le candidat de toute la gauche (François Mitterrand avait d'ailleurs été « choisi » par le P.c.f. avant même d'être désigné par le Parti socialiste) ; il fallait battre le candidat de la droite pour expérimenter le Programme commun de toute la gauche.

Certes en 1981, l'ambition de battre Giscard demeure, mais s'y ajoutent deux objectifs : d'abord faire que notre Projet soit majoritaire au sein du peuple de gauche et corollairement démontrer à la direction du P.c.f. que le refus de l'union avec les socialistes est une voie sans issue, ensuite situer clairement pour la décennie quatre-vingt-quatre-vingt-dix le rôle et la place du Parti socialiste en tant que parti de classe.

Le fait d'être d'accord ou non pour considérer ces deux objectifs comme vitaux pour la continuation du Parti d'Epinay détermine complètement les critères quant aux choix de leur candidat par les socialistes. En d'autres termes, en 1981 s'agit-il de faire triompher un socialiste ou un Projet socialiste... ? En privilégiant le Projet par rapport au candidat, nous savons que nous allons à contre-courant de forces considérables : peu nous importe, car notre vie de militants nous a appris qu'en politique il est bien rare que la ligne juste soit la ligne de plus grande pente.

A l'extérieur du Parti, tout le monde, ou presque, a intérêt à ce que nous nous égarions sur la voie de l'électoralisme à courte vue et les arguments ne manquent pas .

— Premier en France, sur le plan électoral (depuis les élections européennes), voilà un Parti riche d'hommes et de femmes ayant sans conteste qualité à gouverner le pays et qui se trouverait à l'écart du Pouvoir depuis presque vingt-cinq ans privant ainsi entre un quart et un tiers des électeurs du droit de mener les affaires du pays ; il n'est vraiment pas raisonnable que, pour reprendre une formule célèbre, le Parti socialiste, comme le Parti communiste, « ne serve à rien ». Une espèce de consensus contre nature se dégage du P.c.f. au R.p.r. (mis à part Giscard lui-même, mais pas nécessairement les intérêts qui le soutiennent) pour pousser le Parti socialiste à choisir un candidat sans projet socialiste .

— Accord du P.c.f., car le P.s. renoncerait de fait à le concurrencer sur la base ouvrière, limitant essentiellement son influence aux cadres (moyens et supérieurs) et à une partie des fonctionnaires et employés .

— Accord du R.p.r. car le déclin du mouvement gaulliste est tel qu'il ne peut espérer devancer Giscard avec aucun candidat, or la réélection de Giscard risque de transformer son déclin en liquidation. Pour ne pas rejoindre le niveau du Parti radical, le parti gaulliste peut être tenté d'assurer la défaite de Giscard au prix de l'élection d'un socialiste ! A une condition bien sûr ; que celui-ci renonce à tout accord programmatique et à tout gouvernement commun avec le P.c.f. Ainsi, un candidat qui envisagerait de maintenir les prérogatives présidentielles et de s'appuyer non pas sur une base de classe mais sur l'actuelle Assemblée nationale où le R.p.r. est sur-représenté, pourrait très bien avoir la faveur « provisoire » des gaullistes .

— Accord des milieux d'affaires car si le tandem Giscard-Barre n'a pas démérité quant à l'augmentation des profits des entreprises, son inaptitude à obtenir un consensus social est de plus en plus manifeste. Un président socialiste ligoté à la fois par sa majorité parlementaire et par sa base électorale ferait sans doute mieux l'affaire : il apporterait en quelque sorte du sang neuf et sèmerait suffisamment la confusion chez les travailleurs pour briser chez eux toute perspective d'unité d'action durant une période suffisante pour que la droite renouvelle son personnel politique et se réinstalle durablement au pouvoir.

Mise à part la candidature conditionnelle et d'ordre tactique de Jean-Pierre Chevènement, seul Michel Rocard s'est déclaré à ce jour candidat à l'investiture au sein du P.s. Sa démarche a suscité un certain nombre de critiques, voire de mauvaises querelles. Quant à nous, nous jugeons utile sa candidature dans la mesure où elle permet un débat à la hauteur de l'enjeu.

Ce qui est en cause, ce n'est pas la bonne foi de Michel Rocard, c'est la détermination objective des forces, au-delà du Parti, prêtes à le soutenir avant le premier tour, avant le deuxième tour et, éventuellement, après l'élection. Or, Michel Rocard a lui-même défini le front sur lequel il comptait s'appuyer « radicaux de gauche, écologistes, P.s.u. par exemple... » (Cartes sur table, 25 février 1980).

Il est évident que ce choix restrictif qui engagerait le Parti sur ce que certains appellent la voie autonome amènerait de surcroît des forces d'appoint de plus en plus éloignées des objectifs que se sont fixés les socialistes. Nous renoncerions alors définitivement au rassemblement prioritaire du front de classe et cela nous ne pouvons l'accepter. Il est clair que la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle ne peut être séparée de notre choix stratégique fondamental.

Nous pouvons choisir un candidat qui symbolisera la fidélité à la politique unitaire, à la recherche de l'accord programmatique des forces de gauche, au soutien aux luttes populaires et qui s'appuiera sans ambiguïté sur le Projet socialiste. Nous pouvons choisir un candidat qui, au contraire, évoquera les hésitations et les critiques continuelles par rapport à cette construction et à ces batailles ; un candidat qui ne fera pas du Projet socialiste le noyau central de son combat.

Selon que nous ferons l'un ou l'autre choix, la direction du P.c. y trouvera ou non la justification de sa politique actuelle à l'égard du P.s. et en conséquence les militants communistes de plus en plus nombreux qui luttent pour l'union seront confortés dans leur combat ou réduits progressivement au silence.

Selon que nous ferons l'un ou l'autre choix, le Parti socialiste continuera à tenir un rôle moteur au sein de la gauche ou bien la direction du Parti communiste gagnera la formidable bataille engagée pour redonner au P.c. la place de parti dominant d'une gauche impuissante.

Selon que nous ferons l'un ou l'autre choix, le peuple de gauche gardera tout son espoir, tout son dynamisme et toute sa combativité et nous contribuerons à l'union dans les luttes, ou bien ce sera la droite qui aura toutes raisons de se réjouir et la division syndicale ne fera que s'accentuer. Que chacun d'entre les socialistes sache mesurer l'importance du choix. ●

(suite de la page 1)

dans « le Monde », faute d'avoir été autorisé à la présenter à la Conférence nationale de son Parti, Henri Fizsbin a justement souligné que la pratique de celui-ci « conduit à faire l'impasse sur toute possibilité de changement en mai prochain et à agir comme s'il n'existait aucun lien entre les luttes de l'ouvrier de Manufrance et le choix de celui qui dirigera le pays pendant sept ans ».

La démission du Parti communiste

S'il est cependant vrai que le P.c.f. veut que certaines choses changent en 1981, ce n'est pas au niveau de l'Elysée. Le rapport de Charles Fiterman, les propos de Georges Marchais confirment une fois de plus que leur seule obsession, leur secret espoir, est de voir le Parti socialiste renoncer à ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un parti résolument hostile au pouvoir capitaliste, fondamentalement attaché à une transformation de notre société et devenu, précisément en raison de cela, le premier parti de la gauche. Quand Georges Marchais accuse le P.s. de se laisser séduire par le chant des sirènes giscardiennes, il sait bien que cela n'est pas vrai mais il souhaite que cela le devienne car, alors, la direction du Parti communiste aurait eu raison a postériori et le P.c.f. retrouverait sa primauté face à des socialistes à nouveau divisés et dispersés.

N'en déplaise à Georges Marchais et à ses amis, leurs vœux n'ont aucune chance d'être exaucés. Ce n'est pas un hommage publicitaire de Giscard d'Estaing à Guy Mollet qui amènera les socialistes à changer d'orientation. Nous, nous ne nous trompons pas d'adversaire. Nous savons maintenant que, face à la démission du Parti communiste, la seule chance de changement véritable est de rassembler le maximum de suffrages au premier tour sur celui que le Parti socialiste choisira bientôt comme son candidat. Cela ne suffira pas ? Sans doute, mais devant l'élan créé, devant les possibilités offertes, il sera difficile à la direction du P.c.f., même si, comme vient de le dire François Mitterrand, elle demeure « entre deux eaux », de réitérer l'opération « bonnet blanc - blanc bonnet » qui serait cette fois suicidaire pour elle-même.

Depuis dimanche dernier, on voit un peu plus clairement ce que le P.c.f. veut empêcher en mai prochain. Il a seulement tort d'oublier que nous avons la volonté et les moyens de l'empêcher, nous aussi, de parvenir à ses fins. ●

VAL-DE-MARNE : L'UNION DE LA GAUCHE N'EST PAS « PERIMEE »

Une élection cantonale partielle aura lieu dimanche prochain dans le Val-de-Marne. Elle attire l'attention à plusieurs titres : le candidat giscardien, maire de Sucy-en-Brie, est le porte-parole de l'Elysée, Jean-Marie Poirier; le candidat socialiste, Roger Guillemard, maire de Boissy-Saint-Léger, est le candidat unique de toute la gauche, enfin une candidature R.p.r. de dernière heure suscitée par Jacques Chirac vient gêner l'homme du président.

Restant sourds au discours suicidaire de leur direction nationale, les communistes du canton jouent à fond le jeu de l'union de la gauche.

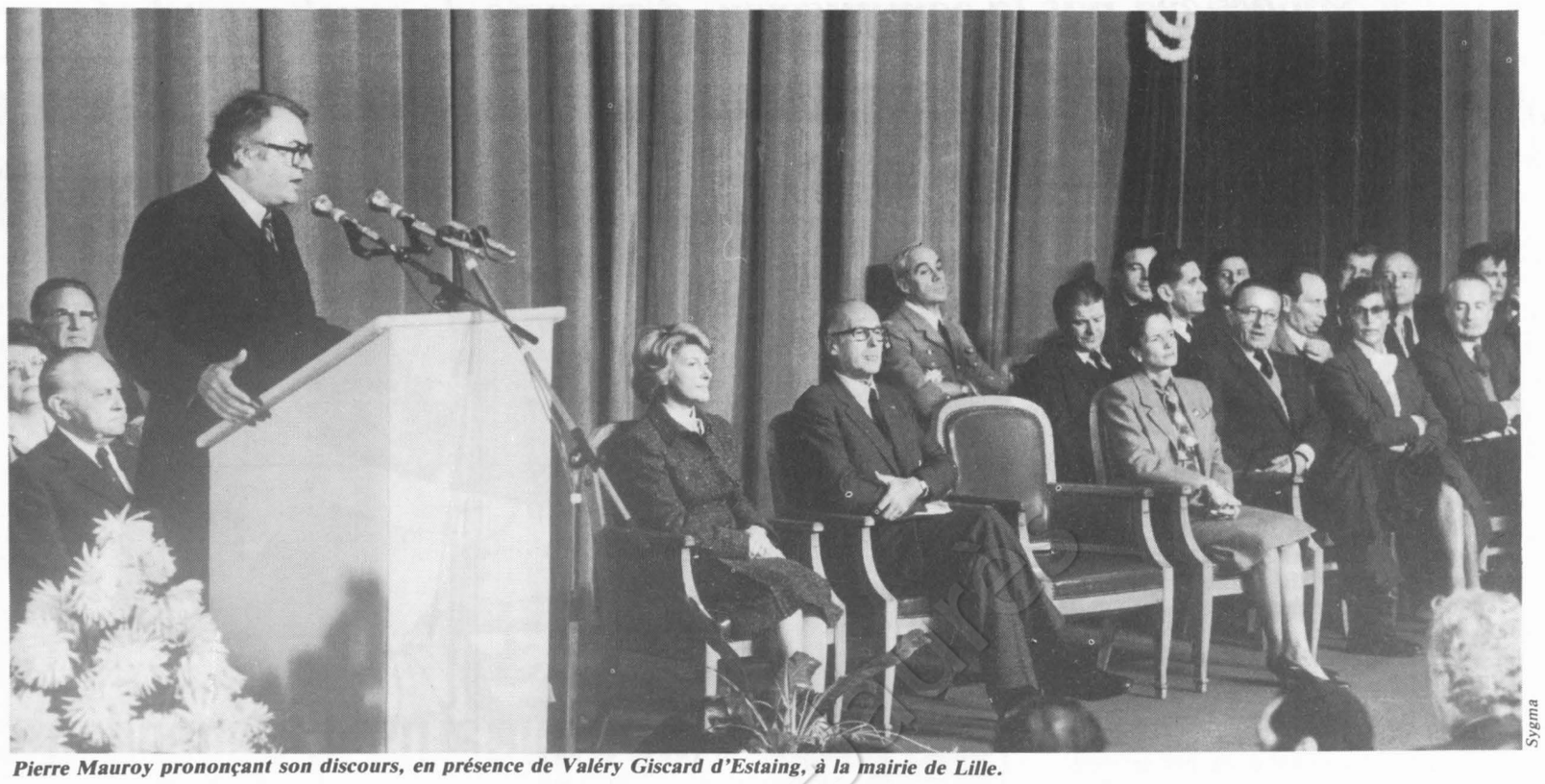
Dans le Val-de-Marne, la discipline républicaine n'est pas « périmée ».

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Société éditrice :* S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Nord: l'opération charme a échoué

Pour Pierre Mauroy, le président n'a pas été à la hauteur de la gravité de la situation que connaît le Nord . Pas de décision, seulement des intentions

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



Sygma

Pierre Mauroy prononçant son discours, en présence de Valéry Giscard d'Estaing, à la mairie de Lille.

FLONFLONS du voyage officiel tus, que reste-t-il de la visite de Valéry Giscard d'Estaing dans le Nord ? Première constatation : son opération de charme en direction des socialistes a échoué. Pas un instant, le président n'a pu faire oublier que le Nord va mal. Fin août 1980, 8,62% de la population active de la région était frappée par le chômage. Et elle ne cesse de perdre ses forces vives.

En vingt-cinq ans, elle a perdu 125 000 emplois dans le secteur du charbon, 80 000 dans le textile et autant dans l'agriculture. Aujourd'hui, elle cherche un second souffle. Non sans mal. Car elle n'a ni les moyens économiques ni les moyens politiques d'assurer son redressement.

A ce bilan, le président n'a répondu qu'avec timidité. Nous avons demandé à Pierre Mauroy, député-maire de Lille et président de la région Nord-Pas-de-Calais, de nous expliquer comment.

Pierre Mauroy : Je ne suis pas déçu puisque je n'ai jamais attendu énormément de ce voyage. J'avais simplement souligné : si le président de la République ne nous apporte pas un certain nombre de choses très précises, pourquoi vient-il ? Dans la situation dans laquelle nous sommes, il ne peut venir les mains vides.

« L'Unité » : Il pouvait venir à la pêche aux voix...

— La pêche aux voix ? Il y a bien eu quelques filets de spectateurs au mont Cassel, à Aire-sur-la-Lys, une petite bourgade où on a joué aux comices agricoles, il y a eu d'assez nombreux badauds. Mais partout ailleurs, sur ce plan-là, ça a été un échec. Pourtant, ils avaient lancé de nombreuses invitations. Quelles que soient leurs opinions, les gens d'ici sont très conscients des difficultés de la région. Ils ne voulaient ni acclamer le chef de l'Etat ni le conspuer, et la C.g.t. n'a pas réussi à mobiliser. J'ai été très frappé par l'attitude des corps constitués : ils étaient dans l'attente de quelque chose et ils ont été déçus, même les giscardiens, car le président n'a pas été à la hauteur de la gravité de la situation.

Il n'a rien apporté de précis et de concret ; pas de décision, seulement des intentions. Sur les intentions, il a repris l'analyse du Conseil régional, les têtes de chapitre de ce que nous ne cessons de demander. Sans les assortir de propositions. Quand il a précisé, c'était toujours trop peu, pas à la dimension de la gravité du mal. Quand il se mettait à la dimension, il ne parlait alors plus qu'en intentions.

— Que demandiez-vous ?

— D'abord une affirmation de la vocation industrielle de la région. Ce qui a été fait. Deuxièmement, notre volonté est de consolider nos vieilles industries — sur quoi insistent les communistes — tout en greffant des industries d'avenir pour préparer le nouveau Nord au troisième millénaire. La réponse, quant aux principes, s'accorde à ce que nous demandons, alors que jusque-là ce n'était pas dit aussi nettement.

— Mais dans le détail ? Par exemple pour le charbon ?

— Effectivement, le gouvernement a bougé. Mais peu. Déjà il y a un an André Giraud avait accepté de réexaminer la décision de fermeture des puits. On ne va pas plus loin que la stabilisation de la récession, le maintien de la production à 4,6 millions de tonnes par an alors que nous demandons plus de 5 millions. Pour donner un ordre de grandeur, le bassin du Nord-Pas-de-Calais produisait 30 millions de tonnes au temps de sa splendeur. Actuellement, nous sommes dépassés par le bassin de Gardannes. Nous n'avons pas réussi à faire préciser un chiffre mais le président a seulement dit que les puits qui devaient fermer en 1983 iraient au-delà de 1985.

Il a admis que cette région devait garder sa tradition charbonnière. Donc Dunkerque qui est déjà le premier port de pondéreux de France doit assumer cette vocation et le charbon même acheté à l'étranger sera transformé ici. A part cela, il y aura quelques crédits pour accentuer la recherche sur la gazéification et pour faire l'inventaire des ressources. Mais ils sont modestes.

— Et la sidérurgie ?

— Là, le discours du président a été : vous êtes bien placés avec la sidérurgie la plus performante d'Europe à Dunkerque. Mais je lui ai rappelé que notre vieille sidérurgie du Valenciennois a été mise à plat. Elle est passée de 7 à 8 000 travailleurs à 1 200 et il y a maintenant 10% de chômeurs dans cette région. Il faudrait consolider la branche industrielle qui lui reste, la fabrication de matériel ferroviaire, technique pour laquelle la France est en tête. Notre schéma régional de transports a permis de donner 800 000 heures de travail et nous sommes la seule région où les passagers montent dans des wagons qui appartiennent à la région, achetés en leasing par la S.n.c.f. Il faudrait que les autres régions puissent faire de même. Réponse du chef de l'Etat : oui, on s'en soucie, par exemple en Alsace. Manque de chance, le schéma de transport de l'Alsace ne prévoit que des aménagements d'horaires, pas de construction.

— Pour le textile ?

— Le problème du textile est un problème de réglementation. Il est anormal que les Américains nous mènent une telle guerre économique. Les pays en voie de développement ne représentent que 20% de nos importations. Les autres pays se protègent, même le Japon ; il serait normal qu'il y ait une « diguette » autour de l'Europe : actuellement, il n'y a rien du tout. Sur le principe, le président a admis que le textile est une industrie indispensable. Mais il constate que les autres pays pratiquent le libre-échangisme. A contre-cœur, il admet qu'ils exagèrent un peu et qu'il va falloir renforcer les réglementations. Un comité va être mis en place pour lui faire des propositions dès janvier 1981. Mais au fond, il ne veut pas intervenir, il pense que c'est au textile de s'adapter. En le harcelant, nous avons pu obtenir la possibilité de faire marquer le coton afin d'empêcher certains pays comme Singapour de faire « naturaliser » leur textile en Allemagne.

— A propos des industries d'avenir ?

— C'est le point le plus positif, la volonté de faire de la région la troisième pour la recherche, après Paris et Rhône-Alpes. Surtout dans le domaine médical. Mais ce ne sont tout de même que des intentions, des pistes ouvertes.

— Quelque chose choque : comment peut-on promettre de renforcer les vieilles industries du Nord alors qu'il s'agit de branches pour lesquelles la France n'a pas de politique autre que la liquidation ?

— La grande difficulté est là. Giscard a attendu la fin de son septennat pour parler de politique industrielle, dire que la France est sous-industrialisée. Alors que jusqu'à présent on a laissé faire les mécanismes du libéralisme. Nous n'avons jamais réussi à faire prononcer par le chef de l'Etat le mot « plan ». Il a dit « ensemble de mesures », « conjonction de décrets », jamais « plan ».

— Quant à la régionalisation ?

— Alors là, rien ! Il dit : vous savez, je ne suis pas du tout hostile à la régionalisation ni à la décentralisation. Mais franchement, la loi n'existe que depuis sept ans. Attendons 1985. D'ici là, on ne change rien. Le gouvernement va sans doute accepter que 10% des crédits des établissements régionaux soient affectés au fonctionnement au lieu de ne permettre que les dépenses d'investissement. C'est probablement ce qui se décidera mercredi à Matignon avec Barre ? Mais Giscard n'a pas donné de chiffres.

— Ce voyage a-t-il été la manifestation d'une solidarité de la France à son Nord ?

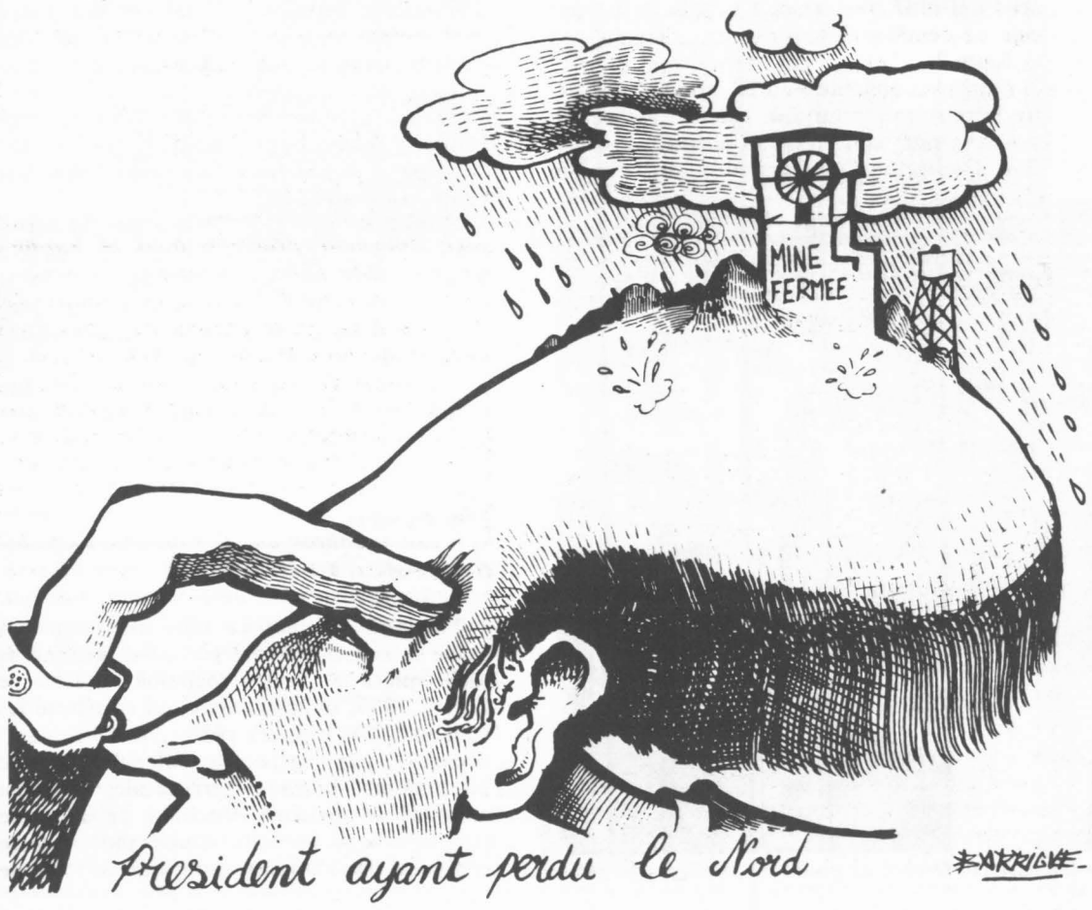
— Cela a été dit à plusieurs reprises. Il est incontestable que le Nord a payé son tribut à l'industrialisation de la France. Nous en portons tous les stigmates. Nous avons moins de tertiaire qu'ailleurs et le revenu par habitant parmi les plus faibles. Après un siècle, l'entreprise Nord-Pas-de-Calais est en difficulté. Il faut réinvestir, favoriser l'imagination pour assurer sa reconversion. La solidarité pourrait tout à fait s'exercer sur ce plan mais la France y trouverait son compte puisqu'il n'est pas question de nous assister. C'est son propre intérêt de favoriser la mutation de sa grande région industrielle dans les meilleures conditions.

— Cette visite est-elle un bon exemple de ce que vous appelez le dialogue républicain ?

— Il n'est pas concevable qu'en tant qu'élu je garde mes dossiers dans les placards. Je dois les défendre, j'ai des choses à demander au gouvernement et il est normal qu'il me les donne ; nous sommes un pays civilisé. Mon combat est de faire des propositions et de demander des réponses. Je trouve curieux de devoir toujours le justifier. Les hommes politiques français rencontrent Leonid Brejnev et Jimmy Carter ou le roi des Belges et cela poserait un problème de rencontrer le président des Français ?

— Qu'est-ce qu'un dialogue s'il est peu fructueux ?

— Si le représentant du Pouvoir vient, nous le recevons, nous causons, nous présentons nos dossiers. Sans pour autant créer une attente exceptionnelle. Ensuite, nous recommençons le harcèlement : vous avez dit ceci, voilà ce qu'il faut faire... Le dialogue peut signifier tantôt coopération, tantôt confrontation ou contestation. Cela peut aussi ne rien donner. Compte tenu de nos responsabilités, nous avons été à la hauteur de la situation en réclamant une politique. Si nous ne l'obtenons pas, ce n'est pas de notre responsabilité. ●



De Broglie : en dépit de la conspiration du silence

Personne ne nie plus aujourd'hui que les policiers ont tout fait pour dissimuler aux juges les éléments dont ils disposaient avant le meurtre.
Cela n'empêchera pas la commission d'enquête de toucher au but

PAR PAUL LEDUC

JEAN de Broglie fut assassiné il y a bientôt quatre ans. Cinq jours seulement après ce 24 décembre 1976 fatal qui vit tomber sous les balles l'ancien secrétaire d'Etat du général de Gaulle, ce fondateur des Républicains indépendants (R.i) avec Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Marcellin, tout paraissait clair. Entouré de Jean Ducret, patron de la P.j. parisienne, et de Pierre Ottavioli, chef de la brigade criminelle, Michel Poniatowski déclarait avec empressement aux journalistes que le crime était élucidé. Le ministre de l'Intérieur et les deux commissaires qui l'entouraient s'employèrent ce jour-là à persuader l'opinion que le prince était mort à cause d'un prêt de quatre millions de francs. Une somme que deux hommes d'affaires, Pierre de Varga et Patrick Allenet de Ribemont, lui avaient empruntée pour acheter la rôtisserie de la Reine-Pédauque, près de la gare Saint-Lazare, à Paris. Selon Poniatowski, la mort du député de l'Eure dégageait ses deux débiteurs de leur dette par le simple jeu d'une assurance vie. Dès cette conférence de presse, des voix s'élevèrent pour douter d'un mobile si vite et si opportunément avancé. Olivier Guichard, ministre de la Justice, les principales organisations de magistrats et d'avocats et de nombreux juristes s'émurent alors de cette violation flagrante du secret de l'instruction. A l'évidence on cherchait à détourner la légitime curiosité soulevée par la fin surprenante de ce descendant d'une des grandes familles de France. Que redoutait donc le Pouvoir ?

Sombré dans l'affairisme

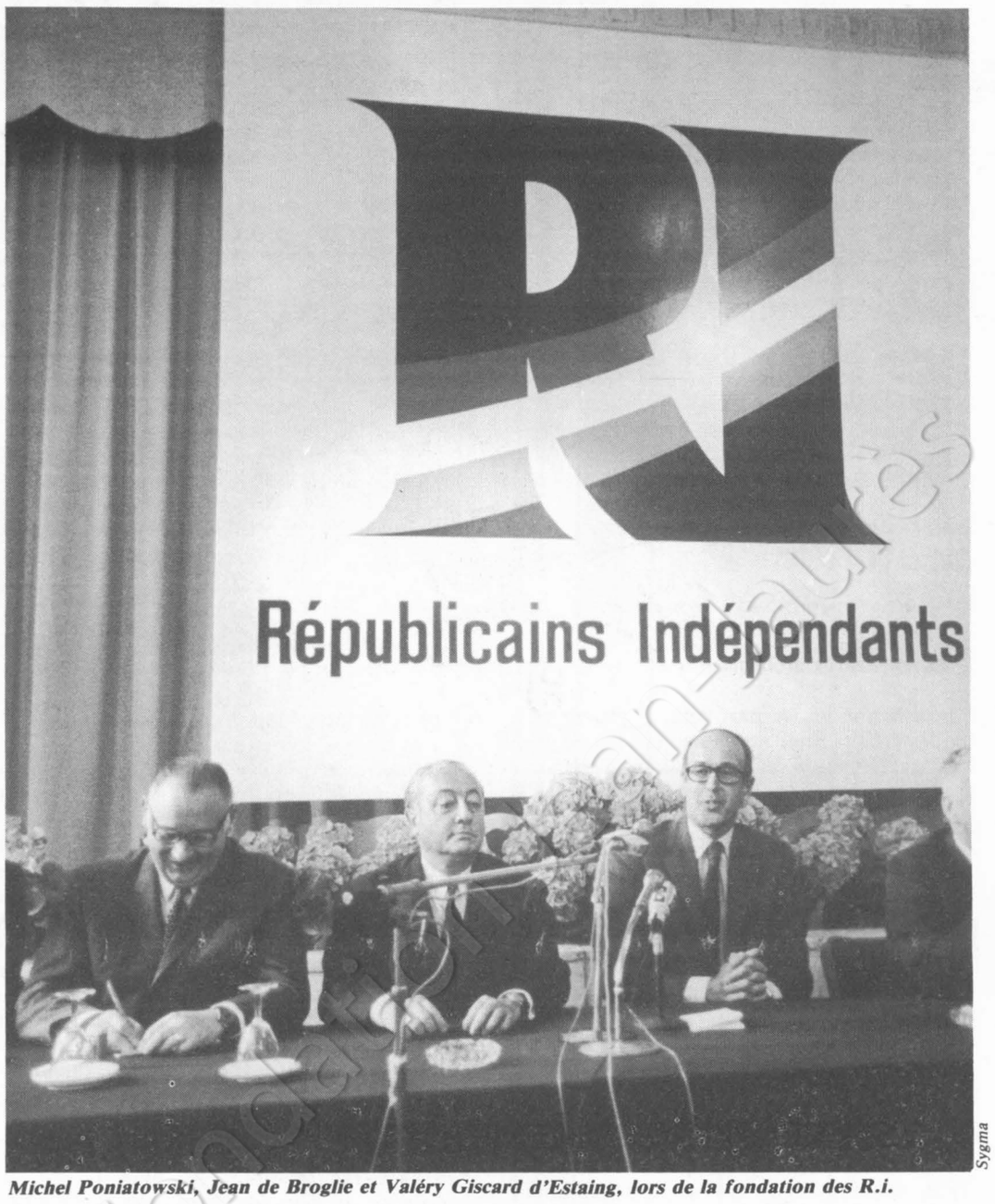
On possède aujourd'hui de minces éléments de réponse à cette question. Jean de Broglie, progressivement écarté des responsabilités publiques, avait sombré dans l'affairisme. Il s'était acoquiné à des personnages douteux auxquels son nom, ses relations et sa fortune servaient de sésame. Pour leur plus grand profit mais non pour le sien.

A sa mort, le montant de ses emprunts hypothécaires atteignait, selon « le Point », le montant d'un milliard trois cents millions de centimes. Les affaires n'ont donc pas plus souri au prince que la politique. Cela n'aurait d'inconvénients que pour les siens si de sérieux doutes ne planaient sur les liens qui ont pu s'établir entre ces deux activités, en principe exclusive l'une de l'autre :

La volonté manifeste du Pouvoir de cacher la vérité sur cette affaire a rapidement encouragé les rumeurs. Les plus fondées se sont mêlées aux plus inconsistantes. Le bruit courut ainsi que, par l'intermédiaire de diverses sociétés étrangères, le prince se livrait à des trafics, en particulier à celui des armes. L'hypothèse fut même avancée que ces activités servirent à alimenter la caisse des R.i. L'intention publiquement affichée du prince, en décembre 1976, de quitter les giscardiens pour adhérer au R.p.r. — parti fondé quelques semaines avant sa mort —, des « indélicatesses » multiples qu'il aurait commises envers ses relations d'affaires — on a parlé avec insistance de détournements de commissions — et sa réputation devenue plus que compromettante pour ses ex-amis des R.i l'auraient, dit-on, rendu indésirable. Au sens définitif du terme. Difficile dans tout cela de démêler le vrai du faux. Mais à qui la faute ?

Le prince était devenu un homme à abattre. Pourquoi, pour qui ? La justice et la police n'ont toujours pas élucidé la question. Cependant, plus personne ne retient le mobile du prêt de 4 millions de francs, avancé le 24 décembre 1976. Patrick Allenet de Ribemont, mis hors de cause, réclame aujourd'hui un dédommagement à l'Etat pour le préjudice subi. Gérard Frèche, le tueur du prince, Guy Simoné, ce policier véreux qui l'avait recruté, Pierre de Varga, présenté comme l'instigateur du crime, et Serge Tessèdre, un pâle comparse, en sont à leur quarante-sixième mois de détention préventive. Deux juges d'instruction, Guy Floch et Martine Anzani, ont successivement été chargés de l'affaire. Parallèlement à leurs investigations, qui piétinaient, certains journalistes ont mené leur propre enquête. C'est ainsi que des rumeurs persistantes sont nées sur le comportement surprenant de la police. D'aucuns affirmaient qu'elle avait été prévenue à l'avance des menaces planant sur de Broglie et qu'elle aurait laissé faire. Sur ordre, ajoutaient-ils.

Faut-il en rire ? Tel n'est pas le sentiment du substitut Sylvain Amarger lorsqu'il rédige le réquisitoire définitif devant conclure l'instruction. Cette accusation lui apparaît « d'une extrême gravité, puisqu'elle signifie que la police a laissé s'accomplir le crime. Ce qui implique nécessairement l'accord des plus hautes autorités de l'Etat ».



Sygma

Michel Poniatowski, Jean de Broglie et Valéry Giscard d'Estaing, lors de la fondation des R.i.



Sygma

Jean Ducret et le commissaire Ottavioli, lors de la fameuse conférence de presse du 29 décembre 1976.

Un tuyau de première main

Le doute ne planera plus longtemps. A peine le substitut Amarger a-t-il terminé sa tâche que « le Canard enchaîné » publie, le 2 avril 1980, un document qui confirme les rumeurs. Un rapport rédigé, le 24 septembre 1976, par l'inspecteur Michel Roux, de la dixième brigade territoriale, a bien annoncé le meurtre prochain de Jean de Broglie : « A la suite d'une indélicatesse commise par l'homme politique lors d'une affaire précédente portant sur plusieurs millions, ce dernier devrait être abattu par des hommes de main dans les jours prochains... » Un tuyau de première main comme l'inspecteur Roux en a déjà rédigé à plusieurs reprises, permettant à chaque fois d'arrêter de redoutables truands. La force de Roux, c'est son informateur, Michel Leyris. Un personnage trouble, lié au milieu, notamment aux « ferrailleurs » et autres spécialistes des fausses factures. Un homme qui l'informe assez régulièrement de ce que trâment les voyous qu'il fréquente. Un habile, enfin, qui côtoie cet autre policier, l'inspecteur Simoné, mêlé aux préparatifs du meurtre. Malgré son rôle obscur dans cette affaire, Leyris bénéficiera une fois encore d'un non-lieu.

Le rapport de Roux fut transmis par son « patron », le commissaire Dufour, à Roger Poiblanc, sous-directeur de la P.j. de Paris. Il est ensuite remis à son supérieur Jean Ducret. De là, logiquement, il aurait dû parvenir au préfet de police de Paris, à la direction centrale de la P.j, au directeur général de la police nationale et au ministre lui-même.

La vie d'un des pairs du régime était en jeu. Ducret n'allait-il pas ouvrir son parapluie et transmettre l'information aux plus hauts échelons, ne fût-ce que pour se couvrir à toutes fins utiles ? Tel est le cheminement habituel, même pour des « tuyaux » beaucoup moins brûlants que celui de l'inspecteur Roux. Pourtant, Ducret affirmera que, n'ayant pas pris ce rapport au sérieux, il l'avait rangé dans un tiroir. Deux mois plus tard, une demi-heure à peine après le meurtre du prince, la direction centrale de la P.j. contactera l'inspecteur Roux pour retrouver les assassins. Enfin officiellement pris au sérieux, Roux permet — toujours grâce à Leyris — d'arrêter Simoné, Frèche et de Varga.

L'anti-gang était-elle au courant

Depuis les révélations du « Canard enchaîné », un supplément d'instruction a été confié au juge André Chevalier. Parallèlement, à l'initiative du P.s., une commission parlementaire spéciale a été constituée pour étudier la mise en accusation de Michel Poniatowski devant la Haute Cour de Justice. Formulée par une soixantaine de membres du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, cette demande est fondée sur trois motifs : non-assistance à personne en danger, dissimulation de document à la justice et violation du secret de l'instruction.

Sur le premier point, la preuve n'a pu être apportée que le rapport de l'inspecteur Roux avait bien été transmis au ministre. En revanche, il est apparu qu'outre la 10e B.t., la brigade anti-gang s'est intéressée de près, dès le 22 septembre 1976, aux différents individus qui préparaient l'assassinat. Filatures et écoutes téléphoniques ont été opérées. Mais ces filatures ont malencontreusement été interrompues le 8 décembre 1976, quinze jours avant le meurtre, après que Simoné eût identifié les hommes de l'anti-gang qui le suivaient. Jean Ducret a d'abord nié l'existence de ces écoutes. Puis il les a reconnus mais pour les rapporter à d'autres affaires. Pourtant, dans une des écoutes publiées par le « Canard », le terme « contrat » —synonyme de meurtre dans le milieu — est employé au sujet du député de l'Eure.

L'anti-gang était-elle au courant du projet de meurtre ? L'inspecteur Roux et l'ex-inspecteur Jean-Bernard Vincent — alors membre du groupe de l'ex-inspecteur René Plouy, chargé à l'anti-gang de surveiller les truands liés aux préparatif du meurtre — l'affirment. René Plouy, le commissaire Marcel Leclerc, ancien patron de l'anti-gang, et Jean Ducret le nient.

Cette pénible contradiction n'est pas la seule de cette affaire à la Ben Barka. Sur la foi des explications de Jean Ducret, l'actuel ministre de l'Intérieur a fait une solennelle

déclaration à l'Assemblée le 9 avril dernier. Christian Bonnet voulait sans aucun doute apaiser les esprits échauffés par les révélations du « Canard ». Il attesta sur son honneur que les notes de Roux n'avaient pas été transmises par Ducret à ses supérieurs. Il ajouta, dans la foulée, que les policiers qui avaient accompagné Leyris chez le juge Floch, au début de 1977, l'avaient informé « verbalement de la totalité des renseignements fournis par cet indicateur ». Il est depuis lors apparu que Bonnet avait, sur le second point, énoncé une contre-vérité. N'en va-t-il pas de même pour la transmission des rapports ? Un sérieux doute subsiste. Pour ne pas dire plus.

Personne ne nie plus, en tout cas, que les policiers aient joué la conspiration du silence. Ils ont tout fait pour dissimuler aux juges les éléments dont ils disposaient avant le meurtre. Leur argument selon lequel il s'agissait uniquement de protéger leur « indic » — aujourd'hui cité dans la presse à longueur de colonnes — ne convainc pas. Ne voulaient-ils pas plutôt dissimuler la responsabilité de ceux qui, prévenus à l'avance, n'avaient rien fait pour empêcher ce meurtre ? On ne peut s'empêcher de voir là une explication au moins aussi plausible que la première.

La rétention délibérée par la police mais aussi par Michel Poniatowski d'informations utiles à la manifestation de la vérité paraît incontestable. Sur ce point, la commission parlementaire— et le juge Chevalier — ne devraient pas avoir de difficultés à conclure.

Reste la violation du secret de l'instruction. L'ancien ministre de l'Intérieur prétend qu'il n'y était pas soumis. De par ses fonctions de l'époque, affirme-t-il, il ne concourrait pas à la procédure et n'était donc pas tenu à ce secret. Si étranger à la procédure qu'il se prétende, c'est tout de même lui qui a ordonné à la brigade criminelle de remettre Pierre de Varga au trou alors qu'il avait été relâché après sa première garde-à-vue. Enfin, a-t-on oublié à quel point Jean Ducret et Pierre Ottavioli ont dû se faire violence pour répondre le 29 décembre 1976, à la demande expresse de leur ministre, aux questions de la presse ? Lors de cette conférence où le ministre s'est employé à escamoter une partie importante des faits, il avait connaissance de l'existence des rapports de Roux. Le détail ne lui en fut communiqué qu'un peu plus tard, le 5 janvier 1977. Ce qui n'a pas empêché Michel Poniatowski d'affirmer par la suite :« Je n'ai jamais vu ni lu un document, une note et aucune information n'a été portée à ma connaissance dans ce domaine ». S'il est un point sur lequel aucun doute ne semble permis, c'est bien celui qui concerne cette violation — double — du secret de l'instruction.

La commission parlementaire spéciale n'a pas encore terminé ses travaux. Elle a décidé le 8 octobre, à l'issue de sa douzième séance, de les poursuivre pendant deux semaines au moins. Malgré l'importance des témoignages recueillis, ses conclusions répondront-elles au souci de vérité qui prévalut à sa constitution ? On a pu en douter lorsque, dès le 4 juin, son rapporteur, le député U.d.f. Gérard Longuet, voulut conclure à la hâte à l'innocence de Michel Poniatowski. Les commissaires U.d.f. ont pourtant dû s'incliner. Les travaux de la commission ont progressé. En dépit de nombreux obstacles dressés sur son chemin, cette commission approche du but. ●

France-Chine: un rendez-vous manqué ?

PAR JOSEPH-SAMUEL GREGUT

DU 15 au 22 octobre, Valéry Giscard d'Estaing va se rendre en Chine; ce voyage est important pour lui, car il fait figure de « petit dernier » vis-à-vis de l'Empire du Milieu, ses probables futurs adversaires pour les élections présidentielles de 1981 s'étant déjà rendus à Pékin : François Mitterrand en 1961 et Jacques Chirac en 1978. François Mitterrand est d'ailleurs à nouveau invité par les autorités chinoises. Giscard d'Estaing, doit donc se dépêcher de « créer l'événement » en trouvant quelque chose de nouveau, sinon son voyage ferait un peu trop « réchauffé » : il fera de toute façon « réchauffé ».

Les stratèges de l'Elysée pensent avoir trouver la parade à l'impression de déjà vu que ne manqueront pas de donner aux téléspectateurs français les images de leur président sur la grande muraille après Mitterrand, après Pompidou, après Chirac, après... tant d'autres. Cette parade, c'est un voyage au Tibet préparé en secret, cette fois-ci c'est officiel. M. Giscard d'Estaing ira au Tibet, à titre privé, les 19 et 20 octobre. Les Chinois ont cédé sur le plan juridique, en ne maintenant pas le caractère officiel du voyage au Tibet. Et dans ces conditions l'ambassade d'Inde nous a fait savoir que le gouvernement indien n'émettait pas de protestation sur ce voyage.

Dans la guerre de « marketing politique » que se livre le R.p.r. et l'U.d.f. avant les élections présidentielles, la Chine est un « support » très prisé. Si Chirac avait gagné la première manche en se rendant à Pékin avant Giscard d'Estaing en 1978, le président vient de gagner la deuxième en obtenant la permission d'aller au Tibet. Mais le maire de Paris n'a pas dit son dernier mot pour détourner l'attention des médias sur lui : il invite le maire de Pékin M. Lin Hu-jia à Paris pendant que M. Giscard d'Estaing sera à Paris.

Tout cela est dérisoire, et les Chinois eux-mêmes, selon un haut fonctionnaire du protocole du ministère des Affaires étrangères chinois, sont irrités par l'aspect « creux » du contenu des rencontres prévues.

Pour nous français, un fait reste : la date de ce voyage est très mal choisie. Pour aller discuter des intérêts de la France et des affaires du monde avec les dirigeants Chinois, il fallait attendre que le XIIe Congrès du P.c.c. se soit tenu.

En effet aux deux questions majeures qui se posent en Chine : qui détient le pouvoir ? quelle est la politique économique ? Personne ne peut répondre clairement. Certes dans la « lutte entre les deux lignes » qui fait rage au sein du Parti communiste chinois, Deng Xiao ping vient de marquer des points, par l'élimination des derniers « maoïstes » du Bureau politique au début de l'année et par le remplacement de Hua Guo Feng par Zhao Zi Yang au poste de Premier ministre il y a quelques semaines. Mais il n'a pu imposer totalement ses idées en matière économique, il a dû lui-même démissionner de son poste de vice-premier ministre, et il est obligé d'annoncer qu'il n'y aura pas de rapport Deng Xiao Ping sur Mao comme il y a eu un rapport Khrouchtchev sur Staline. De plus Hua Guo Feng reste président du P.c.c. Est-ce que cela veut dire que Deng Xiao Ping marque le pas ? Ou est-ce qu'il donne ces cautions pour ne pas être taxé de « révisionniste » ou de « Khrouchtchev chinois », mais qu'il prépare son dernier assaut visant à renverser Hua Guo Feng et à prendre sa place à la tête du P.c.c. ?

Sur le plan économique la situation n'est pas claire non plus : planification centralisée ? Décentralisation ? Compter sur ses propres forces ? Accepter les capitaux étrangers ? Autonomie de gestion des entreprises ? Rôle des « cols blancs » ? Tout cela n'est pas encore tranché.

On y verra plus clair en Chine après le prochain Congrès du P.c.c. qui doit prendre des décisions majeures : telles que la modification sur la nouvelle localisation des véritables centres du pouvoir, et l'adoption d'un plan économique décennal (1981-1990), lequel tracera les orientations futures de la Chine et permettra de voir comment l'économie française peut y avoir sa place. Le congrès mettra aussi en évidence les rapports de force entre la présidence et le secrétariat du parti.

On comprend donc que, pour aller parler des relations franco-chinoises, il eut mieux valu que le président aille à Pékin après le XIIe Congrès.

Car il est effectivement urgent que des hommes politiques français aillent parler sérieusement des relations franco-chinoises avec les Chinois (1), car les échanges commerciaux entre les deux pays sont en dents de scie et à la baisse. La valeur totale des échanges franco-chinois en 1977 (1,5 milliard de francs) était inférieure de près de la moitié à ce qu'elle était en 1976 (2,5 milliards de francs). En 1978 cette valeur était encore inférieure au quart de ce qu'elle était en 1976. En 1979 ce volume s'était gonflé mais on prévoit déjà pour 1980 une nouvelle baisse de 15 à 20 %. En 1976, la France était le troisième fournisseur de la Chine elle n'est plus maintenant qu'au 8e ou 9e rang. Des espoirs pour l'industrie française existent dans le domaine pétrolier, la construction automobile et le domaine nucléaire, mais la concrétisation de ces espoirs ne dépend pas seulement de la capacité des industries françaises, mais aussi de l'attitude de la France en matière de fournitures militaires, et des décisions politiques chinoises. Les Chinois entendent en effet réserver des « créneaux » économiques à tous les grands pays occidentaux, et ces créneaux doivent s'imbriquer d'une manière cohérente dans le plan de dix ans que le prochain congrès doit mettre au point. Il faudra donc se méfier des déclarations de Giscard d'Estaing à son retour de Chine. Déclarations qui ne manqueront pas d'être victorieuses en citant de nombreux « contrats du siècle » arrachés pendant son voyage.

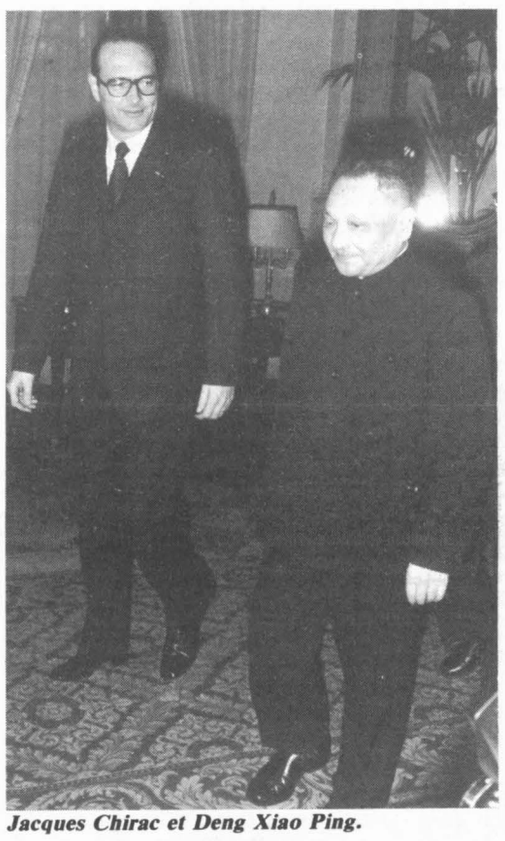
Le prochain congrès doit se tenir au mois de novembre mais les luttes internes actuelles retarderont peut-être cette date. Quoi qu'il en soit, dans deux ou trois mois, on connaîtra un peu mieux les orientations politiques et économiques, de par les « fuites » habituelles en direction des milieux occidentaux. Mais actuellement c'est trop tôt.

Giscard-Pékin un rendez-vous sûrement manqué ? ●




Keystone

Georges Pompidou et le président Mao, en 1973.



Jacques Chirac et Deng Xiao Ping.

(1) Le général de Gaulle a reconnu le gouvernement de Pékin en 1964. En mars 1963 s'était créé à l'Assemblée nationale un Comité pour l'extension des relations franco-chinoises animé notamment par François Mitterrand.

Collection Jean-Jaurès

UN "TOURISTE" EN AFGHANISTAN

I. Kaboul: quelle contre-révolution?

PAR HERVÉ BARRÉ

Muni d'un passeport touristique, Hervé Barré a passé plusieurs semaines en Afghanistan. Nous publions aujourd'hui son témoignage sur Kaboul occupé par les Soviétiques, où il apparaît clairement que ceux-ci ne sont pas intervenus pour s'opposer à une contre-révolution, puisque la révolution n'a jamais eu lieu dans ce pays arriéré et féodal !...

NANTI de mon visa de tourisme, je quitte Peshawar en autocar pour aller voir sur place à Kaboul, dans l'Afghanistan contrôlé par le gouvernement Karmal, comment les choses se passent.

Tout au long de la route de Kaboul, où l'on passe des gorges escarpées de la revêche Kaboul à la vaste plaine menant à la capitale des lacs bleu vif bordés de verdure s'inscrivent comme un œil dans le visage ocre des déserts et des montagnes, que survole de très haut un aigle.

Les troupes soviétiques montent la garde. Ici, un groupe de cinq blindés, là un blockhaus rudimentaire et un tank à demi enterré, plus loin des hélicoptères, des tentes et des soldats blonds qui se baignent dans un ruisseau. Près de Sarobi, la route est tout juste carrossable. Les ponts, comme mangés dans leur largeur, sont à la limite de l'utilisation. Du toit de l'autocar, où je suis assis, je compte quatre carcasses de blindés, une quinzaine de carrosseries noircies de camions militaires et autant de véhicules civils. Entre Jallabad et Kaboul, un convoi de véhicules civils encadré par les blindés Afghans est organisé pour éviter l'attaque des moudjahidines.

Kaboul, immense village entouré de montagnes, est calme apparemment ; du bazar au quartiers résidentiels de Sharinao.

On discerne la présence discrète des troupes Afghanes qui ne semblent pas troubler une population vaquant normalement à ses occupations. Après dix jours dans cette ville et de nombreuses rencontres la réalité apparaît bien différente : partout la suspicion, la délation. Des amis, des membres de la même famille en prison, morts, émigrés, l'épuration des fonctionnaires, de l'armée, de l'université, chacun a eu à souffrir du gouvernement. On admet cependant que c'est la milice afghane et non les Soviétiques qui se chargent de la répression, contre la jeunesse scolarisée notamment.

Un étudiant sur le point de passer au Pakistan par la montagne me raconte : « J'ai été emprisonné une fois sous Amin. Ils m'ont torturé à l'électricité, pour que je donne les noms de mes amis, des personnes pour qui je travaillais. Après les manifestations d'étudiants, au printemps, j'ai aussi été en prison mais ils nous ont juste frappés et encore, les gardiens ont refusé de faire cette besogne, et le directeur de la prison a dû faire appel à la milice. » Je m'enquiers de ce qu'il va faire au Pakistan, s'il va rejoindre la résistance dans les montagnes. « Non, m'explique-t-il laborieusement, il faut que les étudiants terminent leurs études, c'est l'avenir du pays. » Il en vient finalement à la véritable raison. « Je suis ingénieur, je m'habille à l'occidentale, je ne suis pas très pratiquant en religion, je suis pour le progrès économique et social. Si j'allais dans les montagnes ils me tueraient. » J'ai rencontré beaucoup de ces « otages du gouvernement » pendant mon voyage, et à Kaboul notamment qui, significativement, a doublé de population depuis le début de la guerre.

Un jour qu'une réception pour une cérémonie de mariage se tenait dans les jardins de l'hôtel où je résidais, poussé par la curiosité, je m'y introduisis, aussitôt invité par les jeunes mariés. Tous les participants de la bonne société pachtou progouvernementale étaient vêtus à l'européenne : costume sombre et robes longues. Chacun voulut me confier sa pensée, témoigner pour son pays.

Un ancien fonctionnaire international, mis sur la touche pour sa tiédeur politique, m'explique : « Au gouvernement, ce sont des naïfs et des idiots, des petits bourgeois qui ont voulu appliquer des théories, mais qui n'ont jamais demandé leur avis aux paysans, qui n'ont pas étudié sur le terrain les conditions d'une réforme agraire. Ils ont voulu aller vite pour expulser les paysans de la réalisation de la réforme. Ainsi par exemple, continue-t-il, des terres irriguées à tour de rôle tous les trois ans ont été distribuées. Certains paysans ont reçu des terres qui ne seraient irriguées que dans deux ans ! Le lendemain ils ont rendu leur



Hervé Barré (tête nue) au milieu des résistants afghans.

titre de propriété à leur ancien maître. Nulle part les conditions d'exploitation des terres n'ont été assurées aux paysans qui jusqu'à la réforme dépendaient du répartiteur des eaux, le malek, du propriétaire pour les crédits, les outils de travail et les semences. Vers qui se tourner dès lors que le gouvernement fait défaut, qu'il ne fournit ni aide matérielle ni soutien politique ? Les paysans, dont beaucoup considéraient favorablement le partage des terres, se sentant trahis dans leurs espoirs d'indépendance économique, retournèrent aigris vers leurs anciens propriétaires. Ceux-ci n'eurent aucun mal, se servant de cette réforme-provocation, à lancer la « Jihad » ou guerre sainte contre « les communistes et les athées », dont le but était d'assurer le maintien du pouvoir des notables et des structures économiques et sociales inégalitaires traditionnelles.

La révolte est à l'origine tribale et rurale et les moudjahidines de la première heure suspectent les citadins, venus plus tard à l'opposition. Ils sont aussi coupables à leurs yeux de se laisser influencer par les idées et les modes de vie occidentaux. La répression, la suspension des libertés de presse, d'expression, les contrôles et les brutalités ont eu raison, avec l'aggravation des conditions de vie dues à la hausse des prix des biens de consommation notamment, des esprits les mieux disposés envers le pouvoir. Le gouvernement de Kaboul a rendu un grand service à tous les conservateurs », conclut-il.

Un haut fonctionnaire (parchami) du ministère des Communications m'explique le non-soutien du gouvernement par les masses par leur arriération, la propagande impérialiste. « Je suis moi-même fils de khan, je suis propriétaire foncier ; lorsque j'ai voulu donner mes terres aux paysans ils ont refusé. Ce qu'Allah a donné nul ne peut le reprendre, disaient-ils. » Il m'assure que, dès que les « ingérences étrangères auront cessé, les Soviétiques partiront ». Un autre qui appartient au Kalq (1) me confie que « eux (les Kalqris) n'ont pas appelé les Russes ». J'apprends également dans cette soirée que le pouvoir ne contrôle même pas la capitale : « La preuve, tous les jours ces assassinats de personnalités du régime, dont les auteurs ne sont pas toujours des moudjahidines » (sous-entendu les factions du P.p.d.a., Parti populaire démocratique afghan réglant leurs comptes), et il y a deux jours, tout près d'ici, un général soviétique a été tué ! »

Un homme âgé, le visage noble, mais le regard morne, me confie : « Je suis un chef de tribu, et j'assiste depuis dix ans à l'effritement de l'Etat pashtou édifié il y a deux siècles. Depuis tout est resté figé. La maladie de notre pays ce sont ses institutions d'un autre âge. Il est étonnant, même, que cet Etat anachronique, épargné par les grands vents de l'Histore moderne, ait pu durer si longtemps. »

Ce sage n'a pas tort, une part du drame afghan vient de ce que cet Etat s'effondre sur lui-même, malgré l'intervention soviétique pour le soutenir à bout de bras.

Dans les rues, de longues files de voitures font la queue devant les stations d'essence. Le ciel est traversé d'hélicoptères verts qui, deux par deux, partent en mission dans les montagnes ou en reviennent.

Beaucoup de commerces ont fait faillite, les hôtels, les restaurants notamment vivaient de la clientèle étrangère, des touristes. Les Russes sont très peu présents en ville : des coopérants en civil, autour de l'hôtel de Kaboul, leur lieu de résidence attitré, dans les rues commerçantes, à Chicken Street ou dans les quartiers de la mosquée bleue. Aidé par deux lycéens rencontrés par hasard, je m'enquiers dans les quartiers pauvres du bazar de l'évolution de la situation depuis avril 1978. Le gouvernement « populaire et démocratique a-t-il amélioré leur sort ? » Il ressort de cette journée d'investigation que les conditions de vie se sont aggravées : les salaires n'ont pas augmenté, sauf pour les militaires ; un simple soldat gagne 10 000 afghanis, chiffre élevé, qui représente cinq fois le salaire d'un ouvrier.

Parallèlement les prix ont connu une hausse inhabituelle en raison des conditions économiques difficiles dues à la guerre. Le ralentissement des affaires a fait perdre à de nombreux citadins — à ce petit peuple des bazars notamment — tout ou une partie de leurs revenus. J'ai pu constater personnellement dans les magasins d'antiquités ou de tapis comment la loi de l'offre et de la demande jouait fortement en faveur de l'acheteur. Par ailleurs, aucune loi sociale n'interdit le travail des enfants, aucun programme de scolarisation n'est lancé, aucune loi n'est prévue pour protéger l'employé, le salarié, le commis contre la toute puissance de son employeur, du propriétaire de l'outil de travail. Si l'on ajoute à cela : les contrôles, la répression, la restriction des libertés, l'arbitraire, le couvre-feu, le service militaire au feu pour les jeunes, il faut bien considérer que le petit peuple des villes n'a aucune raison objective de soutenir le gouvernement.

« En raison de l'état de guerre qui prévaut actuellement, les réformes sont reportées à plus tard. Tous les programmes de développement économique et culturel sont arrêtés, l'objectif unique qui concentre tous les efforts du parti, du gouvernement et de l'armée est la lutte contre les ennemis du pouvoir », m'explique un parchami que j'interrogeais sur les raisons que pouvaient avoir les défavorisés de soutenir le gouvernement.

Depuis le début de l'année, au contraire, le gouvernement Karmal a choisi de s'allier à la bourgeoisie nationale et aux mollahs avec qui il tente de constituer un large front national. Un article de l'hebdomadaire soviétique « Temps nouveaux » du mois de mai confirmait cette orientation en assurant que le régime n'abolirait pas la propriété privée et respecterait la religion islamique. Je pouvais lire dans le « Kaboul Time » au mois d'août qu'une commission économique spéciale avait été constituée auprès du président Karmal, et que le gouvernement « garantit l'exercice du commerce privé, et assurera aux entreprises la protection nécessaire contre la concurrence étrangère. » Elles pourront également recevoir « l'aide de l'Etat pour l'agrandissement des capacités de production et de stockage ».

Pour ce qui est de la religion, le Parcham ne ménage pas ses efforts. Outre les professions de foi répétées à la radio de Babrak Karmal lui-même et de ses ministres en faveur de l'islam et de la loi coranique, des séances de lecture publique du Coran ont été organisées dans plusieurs mosquées de la capitale, pendant le Ramadan (mois du carême musulman). Malgré tout cela et l'abandon du drapeau rouge, l'Union nationale autour du Parcham n'a pas eu le succès escompté. Une des explications m'en est donnée par un membre de la communauté commerçante des Siksi : « Si vous étiez commerçant comme moi et que vous importiez des marchandises, de Hong Kong, Singapour, New Delhi, choisiriez-vous l'U.r.s.s. pour vous garantir la liberté du commerce ou préféreriez-vous la garantie d'un pays où règne effectivement cette liberté ? »

Le résultat est que n'ayant pu séduire la bourgeoisie nationale et s'étant aliéné paysans et petit peuple des villes par des mesures impopulaires, le gouvernement n'a plus de base sociale significative.

Et les soutiens qui lui restent, il est contraint de les acheter par des avantages matériels non négligeables. Les parchamis reçoivent en plus de salaires élevés, une voiture, une maison et l'accès à des magasins spéciaux. Les fils des familles parcham vont étudier en U.r.s.s. Les bourses d'études pour les pays occidentaux ont été annulées. Un embryon de « Nomenklatura » est mis en place.

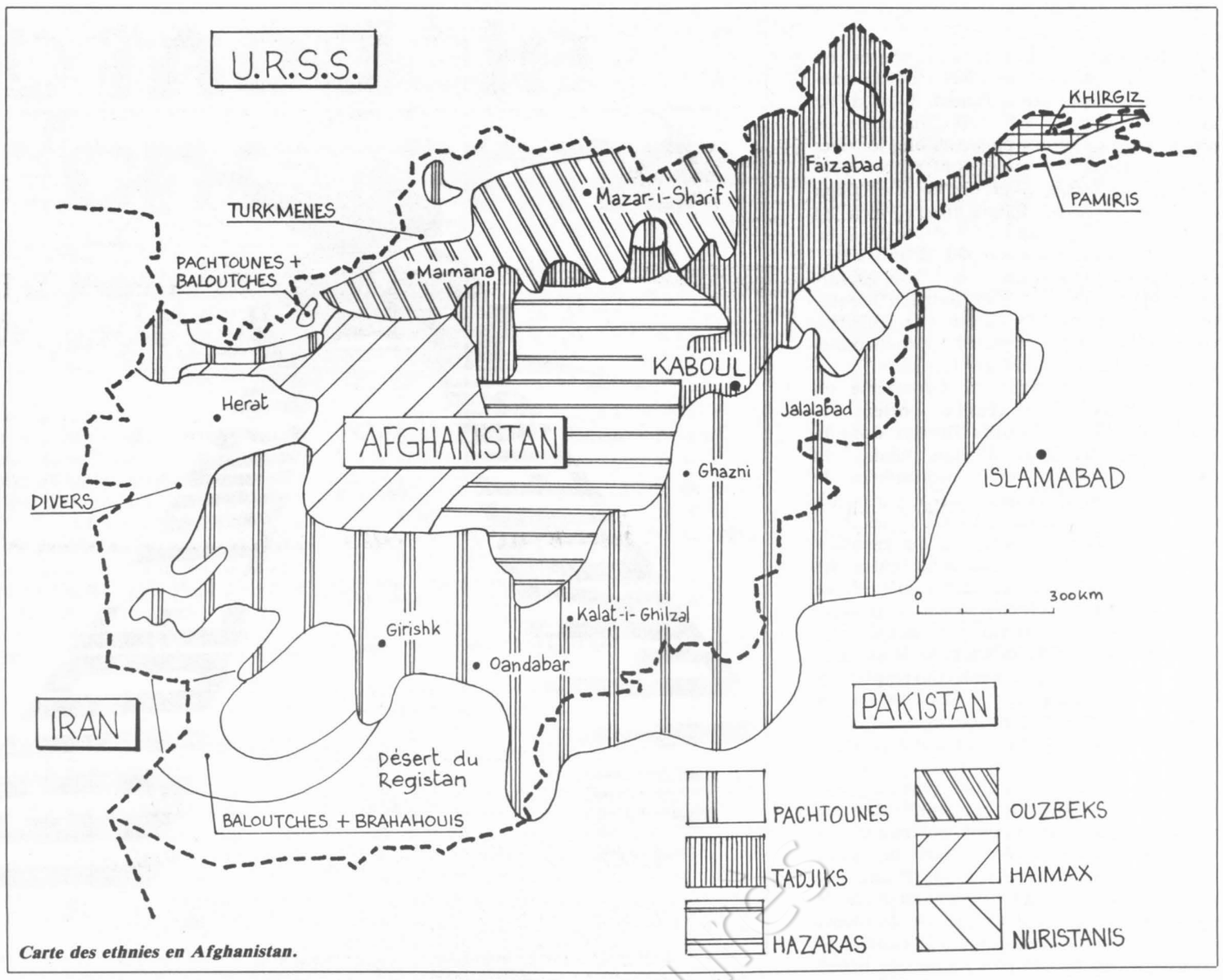
Il est à remarquer, dans ces conditions, que l'argument de la contre-révolution avancé par « l'Humanité » pour soutenir le régime de Kaboul tombe. Quelle contre-révolution ? Nul trace de révolution en Afghanistan, je l'ai montré plus haut.

La route du Nord, construite par les Soviétiques il y a quelques années, est le lien vital du corps expéditionnaire avec la mère patrie. Endommagée par le passage inces-

(suite en page 8)



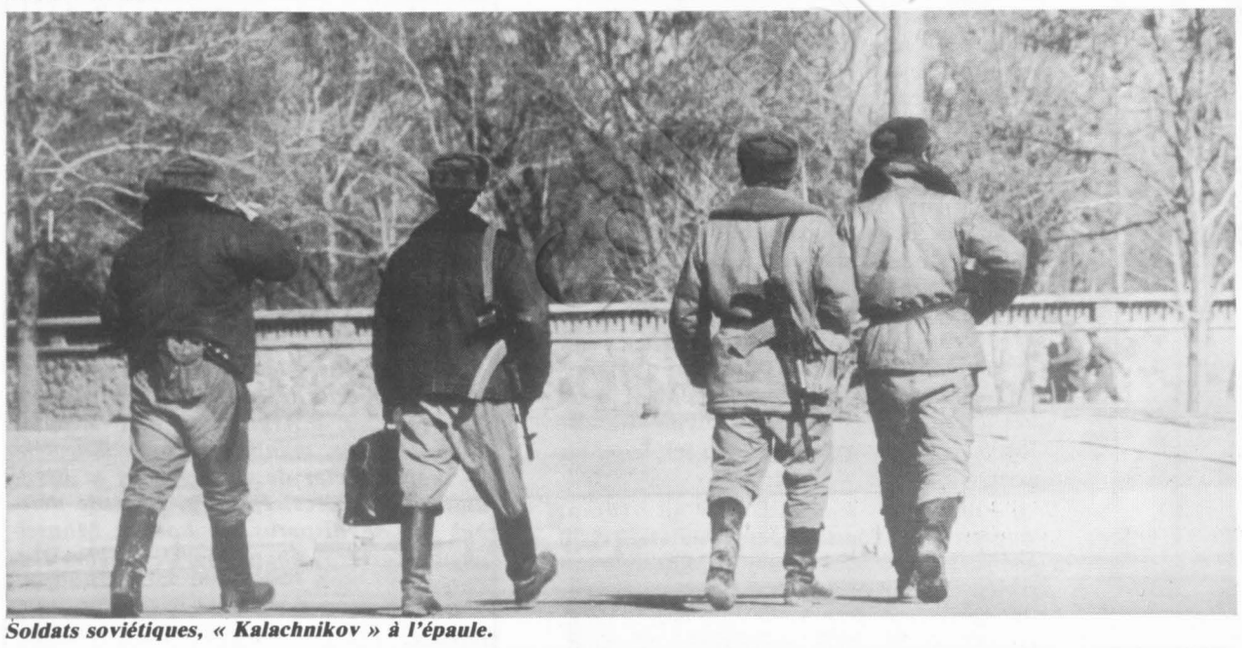
Résistant afghan et sa « Kalachnikov » prise à l'ennemi.



Carte des ethnies en Afghanistan.



Kaboul occupé.



Soldats soviétiques, « Kalachnikov » à l'épaule.



L'armée afghane, plus à l'aise pour défiler que pour combattre, selon les Soviétiques.

Sygma



Colporteur afghan proposant des cigarettes à un soldat soviétique, visiblement de la même ethnie que lui.

Jean Jaurès

(suite de la page 6)

sant des blindés et des convois, elle est en réparation. Environ tous les cinq kilomètres et à chaque pont, tunnel, barrage ou centrale électrique est établi un poste de surveillance de un ou plusieurs blindés. Des concentrations de troupes sont visibles près de Kaboul, de Charikar, au col de Salang ainsi que près de Pali Khumry. Peu de tanks, mais beaucoup de blindés sur pneus, plus rapides et plus souples d'utilisation. De temps en temps des Mig 17 ou 23 survolent la route. Passé la barrière montagneuse de l'Hindou Kouch, un pipeline court le long de la route : l'approvisionnement en essence importée d'U.r.s.s.

J'arrive à Acqshah, en Turkménie un jour de marché. Les femmes portent des coiffes de tissus à motifs floraux dont la forme rappelle celle de nos hénins du Moyen Age. Dans cette atmosphère de conte oriental, alors que passent caravanes de chameaux, carioles de toutes sortes, chevaux magnifiques montés par des cavaliers aux yeux bridés, la cravache entre les dents, un ingénieur des mines m'explique en tripotant des melons que les Soviétiques achètent le gaz afghan 38 dollars les 1 000 m³ contre 124 dollars pour le gaz iranien. Il prend également l'exemple du coton et des agrumes : « Les Soviétiques nous ont aidé à développer ces cultures, mais ils nous les rachètent ensuite et à bas prix ! »

Sur la route du retour, près de Puli Khumry notre autocar est arrêté dans un embouteillage, un convoi soviétique est immobilisé en sens inverse. Tout le monde descend et je vois cette chose qui me paraissait inconcevable : des voyageurs de mon car s'approchent du groupe de jeunes soldats blonds, Kalachnikov à l'épaule. Pas d'hostilité, de la curiosité : l'un des jeunes conscrits russe m'interpelle en anglais « Do you speak English ? » Ils me laissent prendre des photos. La haine de la population est dirigée contre les parchamis, les miliciens qui font la police, effectuent les contrôles de la population civile, fouillent les véhicules, se chargent de la répression. Les soldats soviétiques ont peu de contacts avec la population civile : cantonnés hors des villes, ils gardent les routes et partent de temps en temps en expédition dans les montagnes.



Depuis le début du voyage j'avais pris quelques photos de convois et blindés soviétiques. A l'entrée d'un tunnel dans la montée de Salang, je fus arrêté pour en avoir pris une de trop et avoir été vu. Dans le blindé qui m'emmène, la conversation s'engage avec l'équipage. Ils se présentent : l'un de Sarakov sur la Volga, le second de Douchambé, le troisième de Leningrad, le dernier de Kiev. Sacha, de Sarakov, est bientôt mon ami et me montre sa carte de komsomol : « Nous non plus nous n'avons pas le droit de prendre des photos », me dit-il, et comme aiment le faire les Soviétiques, il veut comparer les avantages respectifs de nos deux pays, savoir comment on vit en France. Je lui pose quelques questions sur ce qu'il fait ici : « La guerre contre les basmachis et les Chinois et les Américains qui les aident. » En a-t-il beaucoup vu des Chinois ou des Américains ? Non, ils sont derrière la frontière au Pakistan. « S'ils savaient se battre, dit-il en montrant par une fente de visée des soldats afghans, nous ne serions pas ici ! » Il doit rentrer se marier, et je suis stupéfait de le voir demander, lorsque nous serons arrivés, son passeport au lieutenant-colonel.

J'arrive finalement au camp soviétique installé entre l'Hindou-Kouch et Charikar sur la route de Kaboul. Vaste camp de tentes beiges alignées sur le contre fort pierreux de la montagne à un kilomètre de la route. Quelque cinquante véhicules blindés y stationnent. Le colonel s'interroge sur mes motivations, car c'est étrange, un touriste d'un pays capitaliste dans un pays en guerre ? Il m'explique, comme Sacha, la version officielle. Il parle sans me regarder, fixant le bord de la table autour de laquelle nous sommes assis, de sorte que je ne vois que la visière de sa casquette. Comme s'il ne se sentait pas convaincant. Je lui réplique que simple salarié, je n'ai rien à voir avec les capitalistes de mon pays où, d'ailleurs, la moitié des habitants votent contre les partis capitalistes aux élections. Je n'approuve pas l'action de l'armée soviétique, mais je ne suis pas un ennemi de l'U.r.s.s. Lui non plus n'a pas vu de Chinois ni d'Américains « mais cela ne signifie rien ». Pourquoi je ne suis pas aux jeux Olympiques de Moscou ? « Ils se jouent un peu ici, aussi les jeux Olympiques », lui dis-je.

Il m'invite à déjeuner au camp. J'apprends qu'il est de Moscou, mais qu'il y est rarement. Je me retiens de lui demander s'il connaît aussi Prague et Budapest. « Nous faisons tout venir de chez nous », me dit-il en montrant son assiette où, manifestement, le porc et les légumes qui s'y trouvent ne viennent pas d'Afghanistan.

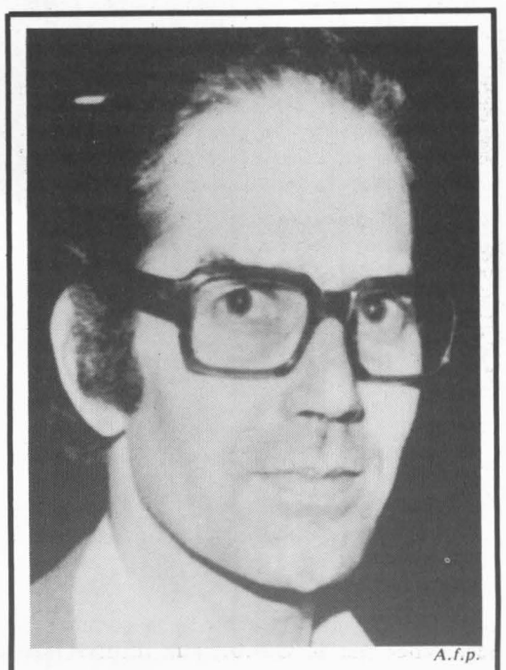
Un équipage tadjik me raccompagne en blindé. Je m'interroge sur les raisons de l'intervention soviétique. Ce n'est pas pour défendre la révolution socialiste, puisque le gouvernement garantit la propriété privée et est allié à une fraction de la classe possédante. Me revient alors à la mémoire cette conversation avec un professeur de français ouzbek, dans les ruines grandioses de la mosquée Bibi-Khanoum à Samarkand, un an auparavant : « La révolution de 1917 et ses prolongements en Asie centrale nous a fait faire un bond fantastique dans le développement économique et culturel. Elle nous a libérés des structures tribales religieuses, mais nous restons de culture musulmane, et nous prenons conscience qu'une unité culturelle centrale asiatique existe du Turkestan, au Sing Kiang en passant par la Caspienne. On apprend à l'école que jusqu'en 1914 les empires ottoman, anglais et tsariste s'étaient partagé les peuples de l'Asie centrale pour les opprimer, en créant des frontières artificielles. Les Russes nous maintiennent dans une position d'infériorité, se réservant les postes importants, imposant de plus en plus la langue et la culture russes. Nous revendiquons l'indépendance culturelle dans le cadre d'authentiques frontières de civilisation » conclut-il.

De la Turquie au Pakistan, l'U.r.s.s. a à ses frontières une région déstabilisée qui constitue un danger pour ses républiques islamiques. Après tout, Samarkand, Boukhara ou Douchambé pourraient bien être un nouveau Gdansk, où fleuriraient les revendications pour que les populations locales aient effectivement la direction des affaires de leurs républiques.

L'U.r.s.s. recherche avant tout la stabilité à ses frontières. Elle a soutenu le roi Zaherchah, et le chah d'Iran en son temps. Elle est prête à soutenir un régime stable quelqu'il soit en Afghanistan. Son intervention est bien une preuve de faiblesse, devant la crainte d'une explosion générale de toute la région. C'est un problème intérieur que les Soviétiques veulent régler par leur intervention en Afghanistan et c'est ce que comprennent les Etats-Unis et les autres puissances occidentales en s'abstenant d'intervenir, considérant implicitement l'Afghanistan comme faisant partie de la zone d'influence soviétique définie à Yalta.

Cette interprétation est confirmée par l'absence totale d'aide militaire des pays de l'Alliance atlantique à la résistance. Celle-ci ne peut se procurer au Pakistan que des fusils anciens ou fabriqués sur place, à la rigueur quelques Kalachnikov égyptiennes. Les seules armes lourdes que j'ai pu voir, des bazookas, fusil mitrailleur ou mitrailleuse « Datchaka » à quatre canons jumelés, ont été prises à l'ennemi. Tout est arrangé pour que l'équilibre militaire ne soit pas modifié. Certains Afghans n'ont pas tout à fait tort de parler de conspiration internationale contre eux. ●

1) Le Parti populaire démocratique afghan (P.p.d.a.) est divisé en deux tendances : le Kalq (le peuple) auquel appartenait Amin, et le Parcham (le drapeau) auquel appartient l'équipe gouvernementale actuelle.



A.f.p.

UN PRIX NOBEL QUI HONORE TOUS LES MARTYRS

Le prix Nobel, certes, n'est pas la panacée. Il y eut Kissinger, lauréat en 1973... La honte ! Les règles de l'équilibre de cette vénérable institution bourgeoise l'emportaient quelquefois sur les exigences de liberté et de paix.

Mais en toute chose il faut considérer ce qui avance. De ce point de vue, l'attribution du prix Nobel de la Paix 1980 à l'infatigable combattant des droits de l'homme, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, constitue d'abord un camouflet sans précédent pour toutes les dictatures-gorilles de l'Amérique latine. Placé en d'excellentes mains — des mains qui ont connu la torture — ce prix Nobel est aussi une arme.

Il honore tous les martyrs de la justice et de la liberté de tout le continent Sud. Les femmes d'Argentine, qui, semaine après semaine, manifestent ostensiblement — malgré l'état de siège — sur la Plaza de Mayo ; mères, épouses, filles de détenus ou de disparus. Il honore Monseigneur Roméro, abattu par les tueurs fascistes.

Il est un crachat dans la gueule des dictateurs.

La semaine prochaine :
II - Résistance : un combat de tribus, fardé d'idéologie.

cinéma

PRIX : 25 F — Quatre-vingt

N° 262

OCTOBRE 80

Pour la première fois le DICTIONNAIRE DU CINEMA FRANÇAIS DES ANNEES 70

Tatsuya Nakadai, dans Kagemusha de Akira Kurosawa



EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES ET AUX EDITIONS TC
49 rue du Fbg Poissonnière - 75009 Paris

Bolivie: le modèle argentin fonctionne

De toute évidence, l'Argentine a fourni l'inspiration et le soutien logistique au 189e putsch bolivien

PAR GILBERT SANS

« A un mineur, en pleine place publique, ils ont mis de la dynamite dans la bouche et l'ont fait voler en morceaux... Les militaires se comportaient comme de vrais sauvages, tous certainement drogués, n'hésitant pas à nous violer ainsi que les jeunes filles et même les enfants... » Ainsi s'expriment les « mères, épouses désespérées de Caracoles » dans une lettre à l'archevêque Manrique de La Paz — suit une liste de morts, de blessés, de prisonniers, de disparus. Dans cette cité minière, aux canons, tanks et avions de l'armée, les travailleurs répondirent par des jets de pierres. A Caracoles, comme dans beaucoup de villes et de villages, la répression sera sanglante et féroce.

Depuis la fin de 1979, les pressions militaires s'exerçaient sans fin sur le gouvernement civil bolivien, tentant de prévenir l'instauration d'une démocratie dans les cinq pays du Pacte andi. (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela). L'inflation galopait. Les commandos paramilitaires fascistes continuaient leur besogne : attentats, provocations... On préférait passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international que d'appliquer résolument le programme économique de la C.o.b. — la Centrale ouvrière bolivienne de Juan Lechin. Le gouvernement civil restait alors sans moyens, sans grand soutien populaire.

L'automne dernier, un mini-putsch, bien dans la tradition bolivienne, portait le colonel Natusch Busch au pouvoir... pour une quinzaine de jours. Face à la grève générale déclenchée par la C.o.b., aux insurrections populaires locales — le pays était entièrement paralysé — comme à l'attentisme d'une partie de l'armée, Natusch Busch dut laisser la place à une présidente civile provisoire, Lidia Gueiler, essentiellement chargée d'assurer de nouvelles élections.

Le 29 juin dernier, l'U.d.p. (Union démocratique populaire) de Hernan Siles Suazo remportait ces élections. Le 17 juillet, par un 189e « golpe militar » en un siècle et demi, les militaires mettaient fin à l'espérance populaire. Madame Gueiler ne pouvait rien faire qui empêche la montée, les intrigues et l'intervention du général de brigade Garcia-Meza, diplômé de l'Ecole nord-américaine « Las Americas » de Panama. Les pronunciamentos sud-américains ne ressemblent que rarement à de gentilles scènes d'opérettes. La mort pleut sur La Paz. Quittant la nouvelle tradition pré-démocratique du Pacte andin, la Bolivie — de force — rejoint les dictatures du Cône sud.

La Mafia de la Cocaïne

De toute évidence, l'Argentine a fourni l'inspiration et le soutien logistique nécessaires au putsch, damant ainsi le pion à son puissant voisin brésilien, où le militaire s'empêtre et s'alourdit dans des velléités de démocratisation. Pays pauvre mais possédant d'énormes ressources naturelles (gaz, étain, uranium), la Bolivie constitue depuis toujours une proie rêvée pour le Brésil et l'Argentine. Aujourd'hui encore, les techniciens — civils et militaires — argentins sont repérables en nombre dans le centre de La Paz, comme est facilement repérable le trafic permanent de l'armée de l'air argentine.

L'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie signalera également la présence lors du putsch de nombreux agents à l'accent argentin et de non moins nombreux détenus de droit commun. L'état-major de la C.o.b. a été décapité, Juan Lechin arrêté et torturé ; le dirigeant socialiste Marcelo Quiroga bestialement torturé et assassiné. Les victimes de la répression se comptent par milliers. Objectif essentiel des militaires fascistes : tenir coûte que coûte — dans le chaos économique le plus total — jusqu'aux élections présidentielles américaines et l'éventuelle victoire de Reagan.

Pour les Boliviens de la rue, le récent coup d'Etat porte un nom : c'est le « putsch de la coca ». Selon certaines sources, la participation financière de la Mafia de la cocaïne au coup militaire s'élèverait environ à 800 000 dollars. Le milieu des trafiquants redoutait par dessus tout l'arrivée du centre gauche au pouvoir ; le trafic des « coca-dollars » servant ces dernières années à payer l'armement, l'entraînement et les activités des commandos fascistes. Gangstérisme institutionnel car — les preuves abondent, les démentis beaucoup moins — en Bolivie ce sont certains secteurs de l'armée, notamment dans la hiérarchie, qui fournissent l'infrastructure et la protection des trafics illégaux aux profits plus que juteux.

Ainsi du colonel Ariel Coca, ministre de l'Education, délégué de son pays à la conférence de l'Unesco de Belgrade, déjà « surpris » en 1979 à Panama en compagnie de... 100 kilos de cocaïne ! En Bolivie, où le salaire d'un colonel est d'environ 2 000 F (mais 450 F seulement pour un instituteur !), il n'est pas rare de découvrir des militaires à la tête d'immenses propriétés ou propriétaires de trois avions comme le colonel Arce Gomez, ministre de l'Intérieur. C'est d'ailleurs dans l'un de ces appareils que furent découverts 300 kilos de cocaïne ! Chaque année plus de 70 tonnes de drogue quittent la Bolivie vers la Colombie, Panama ou Miami, dépassant largement le montant global des exportations légales du pays. Le gangster Mosca Monroy a été libéré de prison le 16 juillet pour, le 17, donner l'assaut au siège de la C.o.b. Quant à Klaus Barbie — l'ancien patron de la Gestapo de Lyon, bourreau de Jean Moulin —, il a repris depuis le putsch le chemin du ministère de l'Intérieur où ses « compétences » et son « expérience » de tortionnaire nazi semblent particulièrement appréciées.

Sans doute pays le plus pauvre de toute l'Amérique latine, troisième producteur d'étain du monde, la Bolivie est un pays rongé par la misère, l'alcoolisme et la coca : on en mâche les feuilles toute la journée ; loin des « plaisirs » de l'Occident petit-bourgeois, la coca sert ici à oublier la faim et la dureté du travail. A cause de l'altitude, les ressources agraires et l'élevage sont limitées : orge, pommes de terre, quelques moutons. L'analphabétisme sévit sur une population encore partagée entre l'espagnol et la langue quechua.

Ce sont, en fait, les structures sociales même du pays qui effraient les militaires : une bourgeoisie faible, une classe ouvrière puissante et organisée (surtout dans les mines), une paysannerie combative. Cette faiblesse structurelle de la bourgeoisie fait basculer le pouvoir politique du côté des travailleurs chaque fois que ces derniers peuvent voter. En face, un seul rempart : l'armée. En 1978 déjà, Siles Suazo avait remporté les élections sans pouvoir, pour autant, atteindre à la présidence où s'installait, par la force, à sa place, un général. La méfiance de l'armée vient de loin. De 1952, année de la « Révolution ». Cette année-là, la classe ouvrière combat et chasse l'armée du pouvoir. Les mines seront nationalisées, on procède à la réforme agraire, à celle du système éducatif, le peuple s'octroie le droit de vote. Parmi les meneurs révolutionnaires : Siles Suazo, Juan Lechin, Paz Estensorro... Aujourd'hui, 80 % de la production est contrôlée par l'Etat. Mais depuis 1952, l'appareil d'Etat bolivien est devenu l'un des plus corrompu qui soit au monde.

De toute évidence, l'actuelle dictature présente une différence de nature avec les putschs précédents. Le rôle indubitable de l'Argentine fasciste semble rationnaliser la répression, comme si les militaires désiraient se maintenir longtemps au pouvoir. Le modèle fasciste fonctionne. A Santiago, Buenos Aires et La Paz, un objectif prioritaire pour les militaires : briser et liquider physiquement le mouvement ouvrier et populaire. A condition toutefois que la résistance intérieure et la conjoncture internationale le leur permette. Reagan n'est pas encore président des Etats-Unis et le ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'unité populaire, Paz Zamora, a été élu en septembre vice-président du Parlement andin : une victoire diplomatique non négligeable, presque une reconnaissance. Mondialement, l'objectif prioritaire du gouvernement légal — et de tous les démocrates — est d'isoler au maximum la junte fasciste.

Mais la résistance s'organise aussi à l'intérieur où siège, dans la clandestinité, le gouvernement légal. Des comités d'aide aux victimes de la répression fonctionnent dans de nombreuses cités du pays, une partie importante de l'église participant à ces actions de solidarité. Syndicats dissous, université fermée, les Boliviens, qui sont dans leur écrasante majorité du côté du gouvernement légal clandestin, n'ont guère la possibilité de manifester leur hostilité au régime militaire et leur sympathie à une gauche persécutée. Significativement cependant, la production minière — le travail quotidien des mineurs donc — a chuté de plus de 40 %. La classe ouvrière, en guise de protestation, a institutionnalisé le travail au ralenti. Les officiers « libéraux » de l'armée sont écartés des centres importants de décision. La C.o.b., comme le gouvernement d'unité populaire, est passée à la clandestinité. Depuis le putsch de nouvelles forces populaires — mouvement paysan, indien, etc. —, de nouveaux groupes politiques portent leur appui au seul gouvernement légal de Siles Suazo.

Et vendredi dernier à Paris, devant le « Club des droits socialistes de l'homme », Madame Lidia Gueiler, réfugiée en France, a renouvelé un choix clair : elle sera dans l'opposition « en hommage à tous les martyrs de l'Amérique latine ». ●

Sygma



Mineurs, lors d'un meeting de la C.o.b.



Un stade-prison à La Paz. *A.f.p.*



Les nouveaux hommes forts de la junte.

Vaccin: attention à l'overdose

Combien de vaccinés (inutilement) contre la grippe? Combien de non-vaccinés (dangereusement) contre le tétanos ? Il ne faut plus se faire vacciner à la légère

PAR MICHELE KESPI



Viva

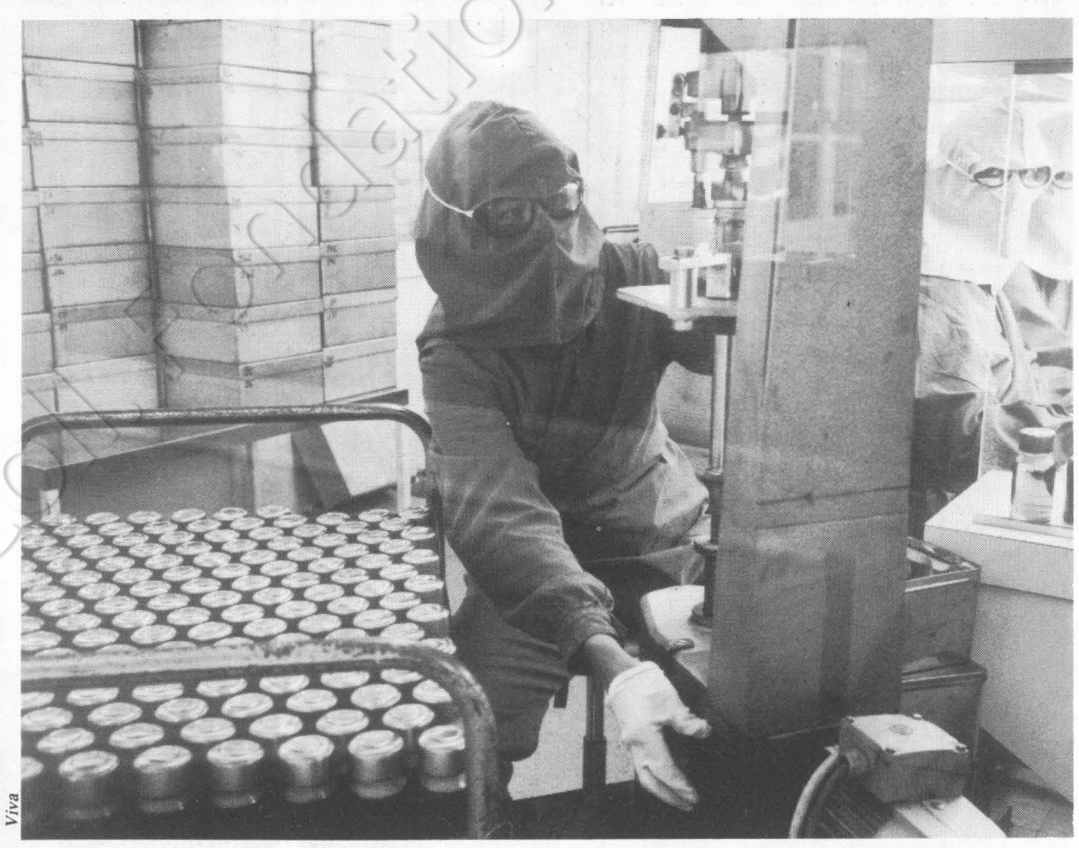
"UNE grippe bénigne n'a jamais tué personne. Pourquoi vouloir vacciner contre tout ? » Ce médecin, qui ne conteste en rien l'utilité de certains vaccins, s'insurge contre cette mode qui, à l'approche de l'hiver et un peu plus chaque année, pousse un nombre grandissant de personnes en bonne santé à se prémunir des risques de grippe par la nouvelle solution miracle : la vaccination. « C'est une erreur dans 95 % des cas », confirme un autre généraliste.

Entre le souvenir de la « cuti » à l'infirmerie de l'école, le rush du dernier moment au centre d'Air France pour le tryptique variole - choléra - fièvre jaune, exigé pour certains voyages lointains, tout nous conditionne à nous faire vacciner. La publicité joue également : les laboratoires pharmaceutiques sont pour, archi-pour les vaccins. Qui s'en étonnerait ?

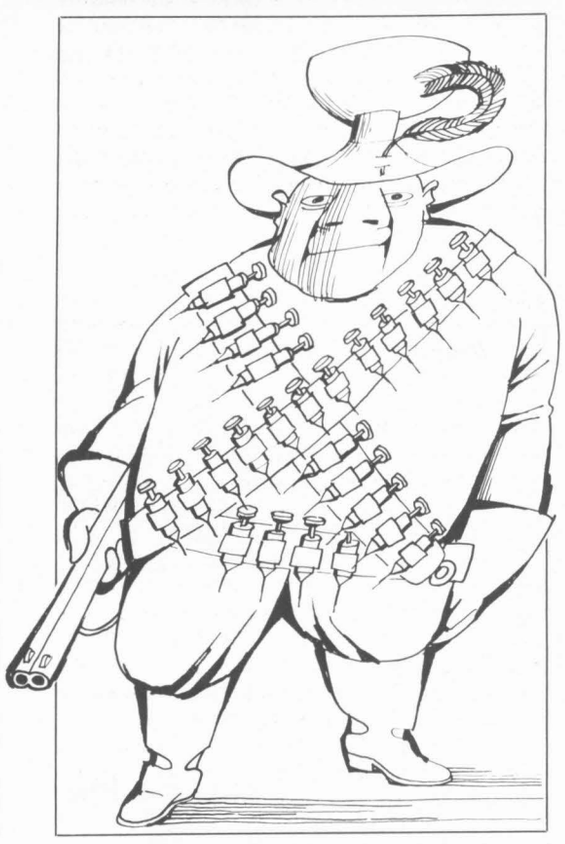
Aujourd'hui, de plus en plus nombreux sont les médecins qui lancent un cri d'alarme : il ne faut plus se faire vacciner à la légère ! Bien, mais comment s'y retrouver entre des avis contradictoires ? Faut-il ajouter foi au voisin de bureau qui assure que les miasmes de l'hiver ne l'atteignent plus depuis qu'il se fait faire sa petite piqûre à l'entrée de la mauvaise saison ? Ou faut-il croire celui qui, au contraire, a connu sa plus belle bronchite après avoir pris la sage précaution de l'inoculation préventive ?

Coup de poker

« Oui au vaccin contre la grippe, répond un médecin, résumant l'opinion d'une grande majorité du corps médical, mais dans de très rares cas. Il faut vacciner les personnes âgées dont les défenses sont affaiblies, mais que la Sécurité sociale ne remboursent même pas. Ou certains malades, comme les cardiaques qui pourraient, à la faveur d'une grippe, développer des complications respiratoires graves, par exemple. » Pour tous les autres, c'est inutile, quand ce n'est pas décommandé.



Viva



Inutile parce qu'il existe cinquante sortes de virus grippaux, dont on ne peut se prémunir par une seule vaccination. On se croit à l'abri des microbes, on ne l'est que d'une espèce bien particulière. Qu'une autre passe dans l'air, rien ne nous en défend. On pourrait, certes, tenter son coup de poker. Si la vaccination ne comportait aucun risque. Ce n'est pas le cas.

Premier danger : des réactions allergiques dans les semaines qui suivent. « J'ai constaté, raconte un homéopathe, que les vaccins antigrippes déclenchent souvent des crises qui durent quelques semaines avec 39 ou 40° de fièvre, suivis de mois de nez enchifrené. » On peut aussi s'offrir un bel urticaire géant, ou même un œdème de la glotte (baptisé œdème de Quincke) qui empêche tout simplement de respirer. Des inconvénients qui font regretter la bonne grippe des familles, mais qui ne sont, selon les praticiens, que des « risques ponctuels ».

Le pire, pour eux, n'est pas là. En survaccinant, on abaisse progressivement les défenses d'un individu. De même que les partisans des antibiotiques à la première poussée de fièvre reconnaissent aujourd'hui qu'ils fragilisaient ainsi leurs patients, et utilisent de moins en moins cette méthode, des médecins reviennent aujourd'hui de l'engouement du vaccin à tout crin. « Plus l'on vaccine quelqu'un, plus l'on se substitue à lui, et plus on diminue ses défenses, dit l'un d'eux. Alors que, sauf cas particulier, il est plus important de traiter le terrain, et de l'aider à développer sa propre résistance. Nous disposons d'outils pour cela (les gamma-globulines, les oligo-éléments) qui nous éviterons de laisser voir le jour à une génération de sur-vaccinés irresponsables et démunis ». Il en est dans le domaine de la vaccination comme dans bien d'autres : ce n'est pas un hasard si une des plus grandes recherches sur le cancer, à l'heure actuelle, porte sur l'immunothérapie, c'est-à-dire sur la manière d'aider un individu à se défendre contre son cancer.

Faut-il pour autant crier haro sur le baudet, rejeter en bloc toute vaccination, comme cette ligue antivaccin où l'on retrouve pêle-mêle adeptes de la nature, doux rêveurs et Témoins de Jéhovah ? Ce serait tomber de Charybde en Scylla, se précipiter joyeusement dans l'obscurantisme et oublier le rôle positif joué par la vaccination dans la lutte contre des maladies autrefois mortelles.

Autant de vaccins autant de modalités

Le vaccin a pour but de provoquer une immunité non acquise naturellement contre des maladies contagieuses. Normalement, cette immunité s'acquiert dans les premières années de la vie, et permet d'avoir développé assez d'anticorps pour rentrer sans dommage en contact avec les microbes que l'on croise tous les jours. Par principe, il faut faire vacciner les très jeunes enfants car leur seule immunité est celle de la mère. Tant qu'elle allaite, l'enfant est protégé. Ensuite, non. On doit également vacciner contre les maladies mortelles (tétanos,

Jean Poperen

81 CHANGER LE POUVOIR

Le Contrat Démocratique - la Paix Pour gagner, y voir clair

En vente 10 F

S'adresser à Synthèse-Flash - 41, rue Bobillot - 75015 Paris
Chèques à l'ordre de Jean Poperen

Inondation en Haute-Loire :

Solidarité nationale avec les sinistrés

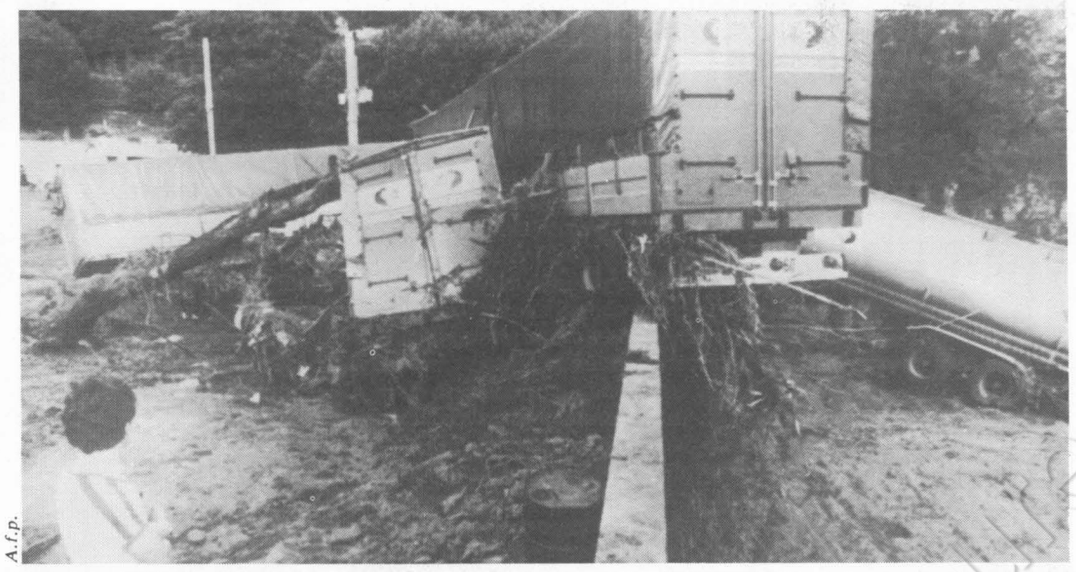
PAR ANDRE MICHEL
(Fédération de la Haute-Loire)

LE 26 novembre vers 11 heures 30, la Loire, gonflée par des pluies torrentielles et des affluents en furie, dévaste une région entière, de Coubon avant le bassin du Puy jusqu'à Aurec. La Haute-Loire n'avait jamais vu cela depuis 1907. Elle n'avait assurément pas besoin de ça ! Car quelques semaines après ce drame, il faut procéder au bilan et il est affligeant : les dégâts sont énormes, que ce soit au niveau des entreprises, des particuliers et des collectivités locales. Un pont enlevé par les flots, des terrains de camping, des stades au bord de la Loire ou du Lignon, dévastés , des routes défoncées. Les particuliers ont été eux aussi très durement touchés. A la Résidence Le Picardie à Brives-Charensac par exemple, l'eau a détruit tous les rez-de-chaussée (mais sous quelle pression l'Equipement a-t-il accordé un permis de construire en zone inondable ?)

L'avenir économique de la région est maintenant on ne peut plus noir.

Est-ce qu'aux 4 000 chômeurs officiellement recensés en Haute-Loire vont venir s'ajouter 1 000 emplois sérieusement menacés à la suite de cette crue ?

Que vont devenir par exemple les cent quarante emplois des teintureries de la Haute-Loire à Aurec ? A cette détresse collective une seule réponse : la solidarité. Au niveau de la population elle a été spontanée, enthousiaste mais le seul département de la Haute-Loire ne pourra panser seul ses blessures. Il faut faire jouer la solidarité nationale.



A.f.p.

Face à Jacques Barrot et à ses amis politiques, pour qui, à l'instar de Giscard d'Estaing, il vaut mieux collaborer sur une solidarité que lui donner les moyens de s'exercer, les socialistes affirment que la solidarité nationale c'est avant tout un déblocage massif des fonds publics et non pas une opération de marketing politique de Giscard d'Estaing sur F.r.3-Auvergne. On ne peut être que scandalisé quand on voit comment le plan Orsec, déclenché vers 15 heures le dimanche, a été levé précipitamment le lundi ! En effet en cas de plan Orsec nombre d'opérations (ravitaillement des sauveteurs notamment) sont à la charge financière du gouvernement. En giscardie, « économie » rime avec « mesquinerie » : les sapeurs pompiers, les membres de la Croix-Rouge, qui avaient été réquisitionnés, ont appris quelques jours plus tard que la période où ils avaient aidé les sinistrés serait prise sur leurs congés annuels.

De plus il faut non seulement débloquer des fonds publics mais contrôler leur utilisation car l'aide aux entreprises, par exemple, ne doit pas être une opération à fond perdu comme pour la sidérurgie qui licencie après avoir touché nombre de subsides de l'Etat...

Pour imposer ces revendications, les socialistes pensent enfin qu'une action commune des syndicats et des forces politiques de gauche permettrait une avance importante. Malheureusement, les dissensions de la gauche et la division syndicale ne sont pas qu'une réalité parisienne. Si elles devaient se maintenir localement, elles donneraient raison au scepticisme que les socialistes condamnent avec rigueur mais qu'ils sont bien obligés de constater. ●

rage), ou invalidantes comme la polio. Ensuite, on fait des rappels, à intervalles réguliers, pour réactiver les défenses. Pas de règle générale. Autant de vaccins, autant de modalités.

Il est inutile, par exemple, une fois l'adolescence dépassée, de faire rappel sur rappel de polio : à l'âge adulte tout le monde est déjà rentré en contact avec le virus de la poliomyélite, et il est extrêmement rare que cette maladie frappe un adulte. Ces chiffres sont d'ailleurs là pour prouver la régression de cette affection : entre 1951 et 1955, 37 960 cas aux Etats-Unis, 1 670 en France. En 1977, on ne compte plus, respectivement, que 20 et 9 cas. Une diminution identique est enregistrée pour la typhoïde (2 cas pour 100 000 habitants dans notre pays), pour la rougeole, et pour la dyphtérie. Les mesures de vaccinations contre la tuberculose (le fameux B.c.g.) ont également bien marché et l'on assiste à une relative disparition de ce mal.

Le dernier cas connu de variole

L'évolution la plus spectaculaire est, sans aucun doute, celle de la variole. Le 8 mai 1980, l'Organisation mondiale de la santé (O.m.s.) annonçait la nouvelle : la variole était « éradiquée » (l'éradication, dit le Petit Larousse, est l'action de faire disparaître les maladies endémiques). Traduction : le virus responsable de la variole a disparu. Lancé par l'O.m.s. en 1967 (à cette époque dix millions de cas de variole dans le monde, dont deux millions mortels) le programme de vaccination tous azimuts, qui coûtera 313 millions de dollars, a atteint un résultat sans précédent dans l'Histoire : pour la première fois une affection, en disparaissant de la surface du globe, peut être considérée comme un cauchemar du passé. Le dernier cas connu de variole a été constaté en octobre 1977, chez un Somalien de 23 ans : Ali Maou Maaliri, habitant un petit port du sud de la Somalie. Enfin, le dernier à l'attraper naturellement. Car, preuve que toute vaccination n'est pas bonne à prendre, l'Etat français a été condamné, en novembre 1979, à verser 1,2 million de francs à la victime d'une vaccination antivariolique. Vaccinée en 1958, la petite Odile Hanryn s'est retrouvée avec une encéphalite. Aujourd'hui son état nécessite l'aide constante d'une tierce personne, elle ne pourra jamais travailler...

De tels accidents, qui montrent bien les dangers de toute innoculation de microbes, sont certes rares. En ce qui concerne la variole, ils ont de moins en moins de chance de se reproduire. En janvier 1979, l'O.m.s. soulignait que la vaccination antivariolique contenait plus de risques que la maladie elle-même. Dès juin 1979, l'Assemblée nationale adoptait un projet de loi suspendant la primo-vaccination obligatoire antivariolique, mais qui maintenait les rappels à onze et vingt et un ans.

Ne pas se faire vacciner n'importe comment contre n'importe quoi, de plus en plus de médecins le conseillent. Mais, attention à ne pas tomber dans l'extrême inverse. Si vous êtes mordu par un chien enragé, courrez vous faire vacciner : sans cela, on meurt de la rage, à n'importe quel âge et à tous les coups. Quand au tétanos, il est mortel, une fois sur deux. Et les Entretiens de Bichat, en octobre 1980, déploraient le manque d'information en la matière. Alors que la vaccination assure une immunité à 100 %, la France est le pays d'Europe le plus frappé par cette affection. Deux cents décès par an, qui touchent surtout les adultes, souvent des femmes, puisque la vaccination est obligatoire pour les enfants et pour les militaires. Mais on estime que le nombre de non-vaccinés s'élève à quinze millions de personnes ! On ne chiffre pas le nombre de ceux qui, une fois vaccinés, oublient les rappels, fort importants, puisqu'ils peuvent restaurer l'immunité, même lorsque la vaccination est ancienne. Donc là aussi pas d'hésitation : si vous vous piquez avec un clou rouillé, filez au dispensaire le plus proche.

Hormis ces affections mortelles, mieux vaut ne pas se lancer dans l'overdose de vaccins. Le dernier-né de la panoplie antigrippe sécurise peut-être, mais il n'empêchera, si l'on a tendance à « attraper tout ce qui passe », d'user autant de Kleenex que les autres années. Mieux vaut s'occuper de dépister, et de réduire, les causes de ces maux répétitifs. Que l'on opte pour la médecine occidentale classique, l'homéopathie ou l'acupuncture, peu importe : toutes ces médecines disposent de diverses méthodes capables de soigner le terrain.

« C'est finalement un problème psychologique de prise en main de l'individu par lui-même, pense ce médecin, lassé de voir ses patients lui demander des remèdes miracles, et d'illusoires vaccins anti-tout. L'homme est en contact avec des milliards de microbes. S'il est malade, c'est que ses résistances baissent, et qu'il faut le traiter lui, au lieu d'accuser le microbe. » Ce n'est pas un acte d'accusation. Cette irresponsabilisation, qui lui semble grandissante, apparaît à ce médecin comme un phénomène de civilisation. « Les maladies, pense-t-il, sont à l'image du temps. Ces deux cents dernières années, nous sommes passés du temps collectif au temps singulier. Avant le début du XXe siècle, l'homme faisait partie d'un groupe social, culturel, religieux, qui servait d'intermédiaire entre lui et le monde. C'était l'époque des maladies collectives, des grandes épidémies. Elles ont aujourd'hui disparu. Parallèlement, les différents groupes sociaux ont éclaté, et l'homme se retrouve seul face à l'univers, souffrant de maladies individuelles : cancers, affections circulatoires comme l'infarctus ou l'hypertension, maladies mentales allant de la dépression à la schizophrénie. Contre cette inadaptation, cette circulation anarchique de l'homme d'aujourd'hui dans l'univers, on ne connaît pas de vaccin. » ●

De La Motte



Cognac
Petite Fine Champagne
Pineau des Charentes

CHOISI POUR VOUS PAR L'UNITÉ
Remise exceptionnelle de 10 % à nos lecteurs

VENTE DIRECTE
DE LA PROPRIÉTÉ
S.A. De La Motte
Ste Lheurine
17520 Archiac
tél. (46) 49.15.88

Pour recevoir notre documentation et notre tarif, retournez-nous le coupon ci-dessous après l'avoir complété.

BON POUR 10 % DE REMISE
Conservez précieusement ce bon De La Motte et joignez-le à votre commande

NOM _____
PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL |_|_|_|_|_|
VILLE _____

Les voyants ne perdent pas la boule

Psychanalyste au petit pied, prêtre, gourou ou habile commerçant, les nouveaux voyants veulent qu'on les prennent au sérieux. Il faut dire qu'ils sont 40 000 et revendiquent huit millions de clients

PAR CHRISTINE COTTIN

LES amateurs de folklore ésotérique attirés par « les Semaines de la voyance 1980 du 16 au 17 octobre » à l'Hôtel Lutécia en ont été pour leur frais. De fastes, point. Une salle de réunion plutôt nue au premier étage.

Seule différence avec les conférences-débats qui se déroulent dans les salles voisines : ici, la foule se presse. On fait la queue devant la porte car on n'entre pas sans avoir pris son ticket — 60 F par personne — qui donne le droit de consulter deux voyants au choix entre 19 heures et 24 heures.

A l'intérieur, ni décorure, ni tentures, ni turbans, ni chouette. La sobriété est de rigueur. Pour ne pas dire que tout a été calculé au plus juste. Une petite table carrée par voyante, pas toujours séparée de ses voisines par un paravent. Seule note intimiste : une bougie collée sur une soucoupe pour chaque officiant. Au fond à droite, un petit bar payant. A gauche de l'entrée, un stand où s'étalent les livres et objets qu'il est possible d'acheter : « le Pouvoir de l'esprit » voisine avec « le Tarot divinatoire », « les Clés du bonheur », « Pour devenir médium », « la Timidité guérie en trois semaines » ou une « Psychologie de l'amour » sans compter les boules de cristal, petit et grand modèles, et les pendules en deux couleurs, argent ou or. Derrière ce stand l'organisateur de cette manifestation, un homme jeune, jovial, regard gris-bleu sous boucles brunes : le « célèbre voyant Dessuart » comme l'annonce le prospectus.

Hospitalier, il nous invite à le rejoindre derrière son comptoir parce qu'il n'a personne pour le remplacer. De la verve, Dessuart n'en manque pas. Avant même qu'on ait le temps de lui poser des questions, il se lance avec fougue dans un plaidoyer. Son leitmotiv : il faut faire sortir le métier de voyant du ghetto où il est enfermé depuis le Moyen Age. « On nous fait payer la T.v.a., une patente, des impôts. Ça ne nous donne pas pour autant le droit de cité. Le code Pénal, punit d'amende tous ceux qui font métier de pronostiquer, augurer, deviner et interpréter les songes. Mon combat, c'est de nous faire sortir de cet obscurantisme ! (Il y a du croisé dans cet homme). « J'aime mon métier. Je ne veux plus seulement être toléré. » Et de citer les Etats-Unis, l'Allemagne et d'autres pays encore où les voyants sont reconnus. Et de citer les laboratoires où des physiciens du monde entier mènent des expériences parapsychologiques.

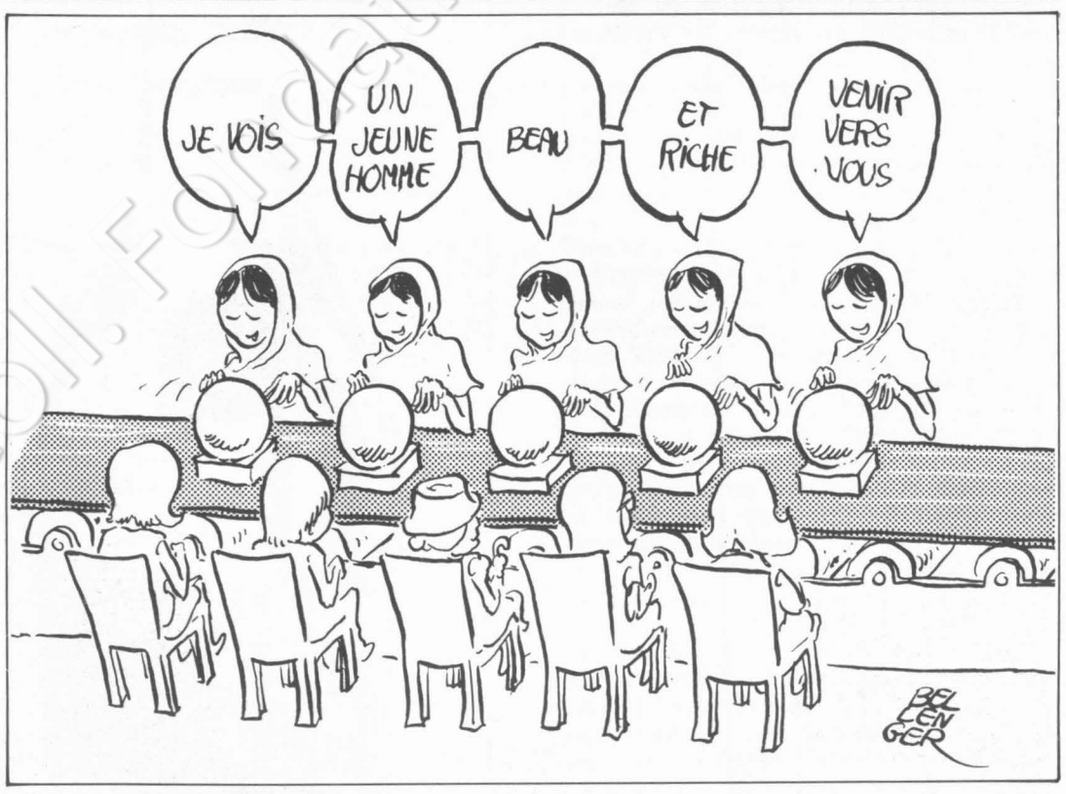
Informations prises, aucune expérience, à ce jour, n'est assez avancée pour aboutir à des conclusions scientifiques. Qu'importe ! Pour Dessuart, il est entendu que s'ils cherchent, ils trouveront. Le seul fait que des physiciens s'intéressent à la parapsychologie représente, à ses yeux, une preuve sérieuse, pour ne pas dire un label de garantie.

Autre argument qu'il veut de poids : il y a 40 000 voyants en France, « autant que de médecins ». Sans doute n'y a-t-il parmi eux que 10 000 patentés, mais tous réunis, ils donnent « huit millions de consultations par an en France. Un véritable phénomène sociologique ! Et pourtant, on reste comme des c... dans notre semi-clandestinité ! »

Pour en sortir, Dessuart ne ménage pas sa peine. Depuis cinq ans, il a repris en main l'organisation des Semaines de la voyance lancées par Bruno Coquatrix à l'Olympia il y a dix ans, mais tombées en désuétude. Pas facile parce que les voyants sont fondamentalement individualistes. « Au début, je n'ai eu qu'une quinzaine de voyants. Aujourd'hui il y en a cinquante. » Et environ 250 visiteurs chaque soir.

Surtout Dessuart veut définir une « nouvelle voyance ». Finis le chapeau pointu, la chouette sur l'épaule, le chat noir, la poussière. « Il y a un pourcentage énorme de gens qui hésitent, effrayés par toutes ces superstitions. Il faut que cela cesse. » Il y a deux ans, il a même réalisé un code de déontologie des voyants et créé un Ordre de la parapsychologie. Un échec pour le moment : il n'a obtenu que trente adhésions.





Moraliser la profession

Il en faudrait davantage pour décourager cet homme-là, décidé à ce qu'on ne fasse plus de voyant un synonyme de charlatan. Il veut moraliser la profession, empêcher les pratiques de tarif à la tête du client, ou les prévisions faites n'importe comment qui peuvent traumatiser gravement un consultant. Il reconnaît qu'il a déjà vu un voyant annoncer à quelqu'un : « Vous avez une sclérose en plaque. Personne ne peut rien pour vous et dans six mois, vous serez mort. » « D'abord ça ne se fait pas. En plus, c'était complètement faux ! » s'indigne Dessuart qui se lance avec passion dans l'énumération de tous les bienfaits possibles grâce à un voyant « quand il a de l'amour dans son cœur ». Suit l'histoire de telle dame qu'il a empêchée de se suicider, de tel monsieur qui a pu éviter la faillite où le précipitaient les vols de son associé, de tel jeune homme qui n'avait pas détecté une maladie et a pu ainsi se faire soigner à temps, de telle jeune femme désespérée qui a trouvé sa voie grâce à ses visions.

« Vous savez, on joue à la fois le rôle de psychanalyste, de médecin et de prêtre. » Il ne manque pas d'ambition, ce Dessuart. Surtout dans les buts qu'il fixe à sa profession : « Le psychanalyste vous fait vous retrouver, vous dit qui vous êtes, comment vous êtes. Nous, on va vous dire quoi en faire. » En toute simplicité. Il admet volontiers que « c'est une responsabilité effroyable », compare son métier à un sacerdoce, et le voyant à un prêtre.

Moyennant quoi, tous les voyants disent : certains clients reviennent régulièrement, parfois jusqu'à deux fois par semaine, en période de crise. D'autres téléphonent pour un oui ou un non, ne pouvant prendre la moindre décision sans l'avis de leur voyant. « Pour la couleur de la voiture qu'ils veulent acheter, ils sont capables de nous déranger à 11 heures du soir ! » Une jeune voyante blonde s'en offusque. Sa vie de famille en prend un coup. Représentative de cette nouvelle génération de voyants — 80% de femmes dans cette profession et chez les consultants — elle ne fait pas de manière. Elle parle avec le cœur de ses clients, de sa peur de faire mal, elle avoue des « pannes », reconnaît que lorsqu'ils viennent trop souvent, elle ne peut rien leur dire de plus que ce qu'elle leur a dit la fois précédente. « Ils viennent surtout pour parler. »

Elle admet que ce soir, elle est trop fatiguée, après le défilé qu'elle a eu, pour quoi que ce soit. Pourtant, à peine serai-je partie qu'elle recommencera à étaler ses cartes de tarot pour une nouvelle consultante. Clientèle oblige.

De beaux jours devant eux

Ces deux semaines de la voyance sont très importantes professionnellement. Dessuart reconnaît que c'est grâce à une manifestation de ce genre — pendant laquelle il s'est « tellement donné » qu'il a réussi à se faire connaître. Après, c'est le téléphone arabe qui a fonctionné. Quand on lui parle d'argent, Dessuart voit facilement rouge. « Les journalistes ne nous voient que comme des gens qui se remplissent les poches à bon compte. C'est injuste. » Les prix des consultations varient de 100 F à 500 F avec une moyenne tournant à 150 F. Lui, il prend 300 F. « En dessous, comment je ferais pour payer ma secrétaire et mon deux-pièces professionnel ? » Sans compter qu'il n'y a ni retraite, ni congés payés, et des saisons creuses, pendant les vacances scolaires surtout. Et puis, pour un voyant qui marche, combien de voyants qui n'ont pas prévu qu'ils tireraient le diable par la queue ?

Profession libérale : voilà le rêve de Dessuart tandis qu'il emballe une petite boule de cristal à 180 F pour une dame et rend la monnaie sur un pendule à 50 F pour un monsieur en costume trois pièces, pochette bordeaux. L'un et l'autre acheteur demandent le mode d'emploi. La question de savoir s'il est correct de vendre à des gens des objets dont ils ne savent pas se servir ne le perturbe nullement. « Est-ce qu'on doit refuser de vendre des altères à un homme qui n'est pas musclé ? » Vu sous cet angle... D'ailleurs, Dessuart a toujours une méthode pratique à proposer, soit dans un livre, soit qu'il l'ait mise au point. On échange les adresses, les téléphones, pour tenir les intéressés au courant des dîners-débats et stages d'initiation. Question marketing et relations avec le public, on ne peut reprocher à Dessuart de manquer ni de méthode ni d'idée, lui qui a décidé d'imposer son nom seul, sans son prénom. « Joseph, il y en a tellement. »

Devenir le chef de file de la nouvelle voyance ne serait pas fait pour déplaire à cet homme qui admet se battre, non pas tant pour être connu que reconnu.

Voir, c'est un don, une sorte de sixième sens extra-sensoriel que chacun possède mais que certains ont plus développé : telle est la définition que la plupart des voyants donnent désormais de leur art. Que la nouvelle génération se démarque du « je vois tout, je sais tout, j'entends tout » de leurs ancêtres ne supprime pas pour autant une marge d'erreurs, pour ne pas dire davantage, ni un flou artistique indiscutable.

Alors refuser en bloc ? Sans avoir l'air buté, on peut aisément admettre que dans ce domaine, pour un minimum de garanties, il faudra encore attendre. Sans perdre de vue une constatation : il est facile de prendre de l'ascendant sur des personnes angoissées ou déprimées. Et les voyants l'admettent volontiers : 99,9% de leurs consultants sont dans ce cas. Dans le climat de morosité actuel, les voyants ont encore de beaux jours devant eux. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Musique : les oncles de Rameau

Grâce à quelques disques récents, on peut constituer un héritage à Rameau, l'immense musicien en voie de réhabilitation

PAR CLAUDE GLAYMAN

L'OPÉRA de Paris programme le « Dardanus » de Jean-Philippe Rameau et peut-être le public français découvrira-t-il qu'il tient là l'un des génies authentiques de la musique. Ils sont assez rares, tout compte fait. Nous avions eu l'occasion d'évoquer sa descendance dans « Rameau et ses neveux » (voir « l'Unité » du 20 mai 1977) ; grâce à quelques disques récents, il est peut-être opportun de jeter nos regards avant, sur ce qui constitue l'héritage proposé à Rameau.

Remontons tôt pour cet homme d'opéra. Voici au XIIe siècle « le Jeu de Daniel » (réalisation en Lituanie d'Andres Moustowen, un disque Chant du Monde), première réalisation (sans doute) d'un drame liturgique hors de l'office (messe), une sorte d'oratoire, pré-opéra d'une très rare beauté vocale. Sautons deux siècles et la musique définitivement bascule : au XIVè siècle, l'« Ars Nova » introduit un nouveau rythme, une nouvelle notation au moment où la bourgeoisie en progrès provoque le recul de l'Eglise et de la féodalité (écoutez justement la « Messe de Notre Dame » de Guillaume de Machaut, 1300-1377, le grand acteur de l'Ars Nova, dans une interprétation des Ambrosian Singers et des Ménestrels de Vienne, un disque Harmonia Mundi).

Chapeaux bas !

Mais ce qui précède Rameau, c'est, chronologiquement bien entendu et esthétiquement, les compositeurs du XVIIe siècle profond. Songeons à Marc-Antoine Charpentier dont chacun connaît l'un des Te Deum puisqu'il s'agit de l'indicatif d'Eurovision (version Jean-Claude Malgoire, un disque C.B.S.) : dans son admirable « Jugement dernier » (version Michel Corboz, un disque Erato) la variété vivante et l'invention inépuisable indiquent une possibilité de théâtralité, beaucoup plus en tout cas que dans l'oratorio « Judith » (que publie Erato, un disque) où l'on penche volontiers vers l'austérité ancienne plus que vers l'ouverture du XVIIIe siècle.

Austérité mais aussi profondeur de l'invention instrumentale de Marin Marais (1656-1728), grand spécialiste de la viole (voir ses « Suites », un disque Arion) que l'on retrouve dans le clavecin et les pièces en concert de Rameau. Mêmes qualités dans l'admirable « Requiem » d'André Campra (1660-1744), sorte d'harmonie divine dans un climat d'une grande simplicité générale (version John-Eliot Gardiner, un disque Erato). Et voici Rameau soi-même (1683-1764) dans deux œuvres qui ne sont pas ses chefs-d'œuvre mais qui immédiatement le placent très haut, au niveau de Haendel, Bach, ses contemporains dont par ailleurs il se distingue. « Les Fêtes d'Hébé » (direction J.E. Gardiner, un disque Erato), une suite de danses à l'intérieur d'un opéra d'une rigueur et d'une imagination folles. « La Princesse de Navarre » sur un texte de Voltaire, pièce de circonstance pour le mariage de Marie-Thérèse d'Espagne et du Dauphin Louis, fils de Louis XV (1745) : le chant est majeur et à lui tout seul il est un aboutissement comme l'est sur un autre plan son orchestration. Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) écrivain immense, musicien très mineur, avait voulu damer le pion à Jean-Philippe ; son « Devin du village » (direction Robert Dunaud, un disque CBS), prétendu véridique sinon vériste, nous montre par contre-coup ce qu'est de la bonne musique.

Rameau, ceux qui l'ont précédé et ceux qui l'ont suivi, un authentique sillage français de la musique que le microsillon avait trop dédaigné. Cela affirmé au nom de l'art et non par un chauvinisme hors de saison. Chapeaux bas, voici Jean-Philippe Rameau ! ●

McLuhan grignote ce vieux Gutenberg

Les socialistes réfléchissent depuis longtemps sur la prise du pouvoir par l'audio-visuel. Un colloque (les 25 et 26 octobre prochains) leur permettra de faire connaître l'ensemble de leurs propositions en ce domaine

PAR GILBERT SANS

LE rôle et le devenir des moyens audio-visuels et de communication de masse dans les sociétés industrielles avancées se situent au carrefour de nombreuses et véritables interrogations ; agrémentées ça et là par quelques évidences et pas mal de banalités.

De quoi notre environnement audio-visuel sera-t-il fait demain ?

Nous commençons, techniquement parlant, à entrevoir ce qui nous attend. De nouveaux systèmes, une nouvelle technologie vont agencer leurs potentialités propres pour les multiplier : télévision par câbles, vidéo-communication, téléphone, informatique, satellites, etc. Déjà, disques et cassettes vidéo frappent aux portes de nos salles à manger — pour beaucoup —, de nos salons — pour quelques-uns.

L'audio-visuel s'affirme dès maintenant comme un vecteur déterminant de la culture, de la création et de l'information et touche aux concepts mêmes de liberté et de démocratie, essentiels aux yeux des socialistes. Le développement des techniques de communication n'échappe évidemment pas aux lois du système capitaliste. Les positions industrielles en jeu sont énormes, sur un marché déjà archi-dominé par les trusts américains et japonais.

Privilège des colloques, une question en appelle une autre : dans son livre « la France colonisée », Jacques Thibau montre, après d'autres, comment l'impérialisme culturel américain étend son hégémonie sur le cinéma et la télévision. Quel serait le prix de notre indépendance et quels en sont les chemins ? La fameuse « mondialisation » souhaitée par certains, c'est aujourd'hui, à coup sûr, l'américanisation. « Perdre ses origines c'est perdre son identité », chantait justement, dans les années soixante-dix, un poète catalan à la gueule de Franco...



Viva

McLuhan grignote résolument ce vieux Gutenberg. L'information constitue une part non négligeable du pouvoir, sinon tout le pouvoir.

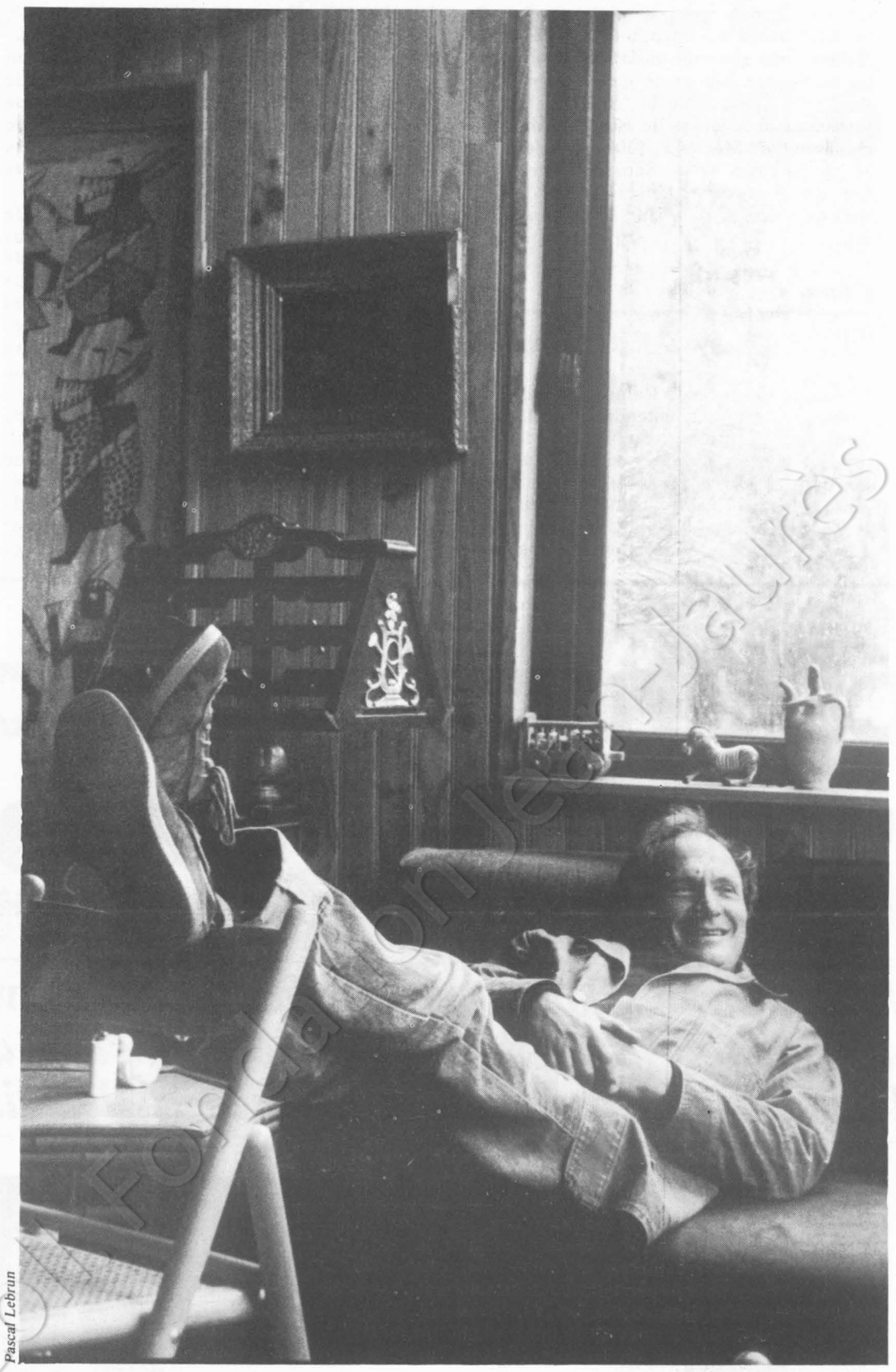
Les socialistes, on le sait, s'appuient sur le service public, aujourd'hui colonisé, médiocratisé par les forces de droite ; service public conçu comme dernier rempart contre le déferlement des intérêts privés et le bourrage de crâne publicitaire. Mais quelles radios pour quels publics ? Quelles articulations nouvelles pour un service public démocratique, pluraliste et, d'abord, largement décentralisé ? Aucune des expériences aujourd'hui connues n'est pleinement, totalement satisfaisante : radios libres — et d'abord pour ceux qui la font — mais condamnées à la confidence, à la clandestinité ; grossières radios gouvernementales de récupération ici et là ; triste fin de Lorraine Cœur d'acier... Qui a peur de la démocratie ? Et qui — aussi — a peur de la parole ouvrière libérée ?

L'ensemble de ces réflexions — qui s'en étonnera ? — ne pouvait laisser insensibles les socialistes et leur parti. Toutes ces questions, et bien d'autres, le P.s. (se) les posera à l'occasion de son colloque audio-visuel, les 25 et 26 octobre prochains, au centre culturel de Pavillons-sous-Bois. De nombreux militants et responsables du parti animeront les travaux et y participeront : Laurent Fabius, Nicole Questiaux, Jack Lang... Mais en la circonstance le Parti socialiste veut surtout être à l'écoute des créateurs, professionnels, journalistes qui viendront s'y exprimer en toute liberté (François Régis-Bastide, Serge Moati, Marc Ferro, Clément Pieuchot, Armand Mattelart, Philippe Boucher, LouisPaul Letonturier, Jean-François Lacan, etc.).

Ce colloque, affinant la réflexion, permettra au P.s. de faire connaître l'ensemble de ses propositions en ce domaine. ●

Ivry Gitlis : "Si les Juifs n'existaient pas, il faudrait les inventer"

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



Pascal Lebrun

A quoi rêvait-il le petit Isaac à Haïfa, dans les années vingt, le jour de ses cinq ans, quand il reçut son premier violon ? A quoi rêve-t-il aujourd'hui, alors qu'il est devenu Ivry Gitlis, un des plus grands violonistes du monde ? A quoi rêve-t-il dans son île du mitan de la Seine, au ventre d'une boucle d'eau, au nord de Paris ? A quoi rêve-t-il dans son arche d'amour et de musique, entre ses chiens, ses chats, et ses enfants, entre sa femme et son violon ?

A quoi rêve-t-il ? A la communauté juive du petit village de pêcheurs, appelé Haïfa, qui se cotisa pour lui offrir ce premier violon ? A son grand-père qui était « cantor » à la synagogue de Kamenetz-Podolsk, en Ukraine ? A son père et à sa mère qui, en plein hiver russe, à peine sortis de l'enfance, traversèrent à pied d'immenses steppes glacées pour prendre le chemin de la « Terre promise » ? A Silvana Mangano, pour qui il réinventa la sérénade, un jour au petit jour ? A Jacques Prévert, qu'il aima sans jamais le rencontrer, et pour qui, une nuit de juin 1977, sur la scène de l'Unesco, il déroula un tapis de feuilles mortes ? A la lumineuse pianiste Martha Aguerisch, la « petite juive » qui sait faire de Debussy un copain de classe ? A Camille Saint-Saëns qui n'a pas écrit que des concerts mais aussi un « Samson et Dalila » tout droit sorti de la Bible ? A Gustav Mahler qui ne put « diriger » aussi souvent qu'il l'aurait voulu parce qu'il était juif ? A Ludwig-le-sourdingue, plus connu sous le vocable de Beethoven ?

A quoi pense-t-il ? A la première fois où il se fit traiter de « sale juif » ? A la plus récente manifestation de l'antisémitisme : la bombe de la rue Copernic ? A tous les concerts qu'il a déjà donnés ? A toutes les pièces qu'il a déjà enregistrées : concertos, sonatine et menuet de Paganini, concertos de Saint-Saëns (chez Philips) ; sonates de César Frank et de Claude Debussy (chez C.b.s.) ; concertos de Bartok, de Stravinski, de Berg, de Sibelius, et de Brusch, œuvres de Mendelssohn et de Tchaïkovski (chez Pathé-Vox) ? Pense-t-il aux prochains disques qu'il nous offrira : les « Vingt-quatre caprices » de Paganini (chez Philips) et « Sibelius et Mendelssohn » (à la Guilde internationale du disque) ? Pense-t-il à tous les festivals qu'il a montés autour de la Méditerranée, de Vence à Tel-Aviv ? Est-il déjà plongé, cordes et âme, dans sa prochaine aventure du Carré Silvia Monfort ?

Ivry Gitlis répète souvent : « Il faut jouer comme si c'était une question de vie et de mort. » Je ne suis pas sûr qu'il ne pense qu'au violon en disant cela. Je suis même certain du contraire : il y a, à chaque instant, dans les yeux et les gestes, dans les mains d'Ivry quelque chose comme une urgence fatale, une course de vitesse contre la mort. Contre la mort, c'est-à-dire pour la vie. Il fait semblant de ne pas s'en rendre compte, mais il le sait pertinemment : il passe son temps à créer, à construire, à combattre l'éphémère, à retarder « l'heure imbécile et fatale », à courir après « l'inaccessible étoile ». On devrait déposer un brevet pour le seul cas d'Ivry Gitlis, sous la désignation de « producteur d'énergie douce » : « l'Ivry Gitlis » est cet instrument précieux qui transforme la rage de vivre en musique universelle.

Son dernier coup de cœur n'est pas sans rappeler la tentative que Jean Wiener mena au temps du Bœuf sur le Toit sous le nom de « concerts-salade ». Au cours de la saison qui s'ouvre, Ivry Gitlis va organiser, proposer et présenter douze « nuits musicales » au Carré Silvia Montfort, douze fêtes les plus diverses : les flûtes enchantées, la musique viennoise, la musique tzigane, le flamenco, des mélodies du cinéma muet, de jeunes concertistes, etc. Il y viendra du beau monde aussi : George Cziffra, Stéphane Grappelli, Lily Laskine, I Solisti Veneti, etc. La première fête sera donnée ce jeudi 23 octobre, à partir de 20 h 30. Au programme : Paolo Bortoluzzi, l'Ensemble de chambre de Paris, Barbara Hendricks, Kun Woo Paik, Brigitte Lefèvre, Jean-Pierre Rampal, Jean Wiener, etc. Et Ivry Gitlis, bien sûr !

« L'UNITE » : Il y a, à la fin d'un chapitre de ton livre « l'Ame et la Corde » (Robert Laffont), cette phrase splendide et provocante : « Je vis tout le temps en Israël, que j'y sois ou pas. » Ça mérite peut-être quelques explications...

IVRY GITLIS : On me demande souvent : « Où êtes-vous né ? » Je réponds : « Je suis d'Israël ». Ma réponse ne satisfait pas toujours, parce que, juridiquement, Israël n'existait pas encore à ma naissance. En 1917, la France et l'Angleterre s'étaient partagé le Proche-Orient. Quelques généraux ventrus ou rapaces avaient arbitrairement découpé un gâteau. Une des portions correspond à la place d'Israël sur la carte. Je suis donc venu au monde en « Palestine sous mandat britannique ». Je suis né à un moment où les Juifs menaient la première guerre de libération contre le colonialisme anglais. Je suis bien d'Israël. Quand on ne comprend pas ce que je dis, je précise : « J'ai vu le jour dans un endroit qui se trouve à cent kilomètres d'un endroit où est né un de mes compatriotes qui a fait une grande carrière. Vous connaissez ? Jésus de Nazareth né à Bethléem ? »

Je suis donc juif, né sur le territoire d'Israël, sur la terre de mon peuple. Mes parents aussi sont de là. Enfin, ils sont venus de loin, de l'Ukraine, mais leurs ancêtres ne venaient-ils pas de cette terre, au départ ? Pour eux, c'était un retour après deux mille ans d'exil : je suis le fruit de ce retour au pays natal. Personne ne peut le nier. Comme personne ne peut nier qu'Israël est partout où des enfants de la terre d'Israël ont dû émigrer. Entre un Juif d'Afrique du Nord, qui est devenu un véritable Africain du Nord, et un Juif russe, qui est devenu un vrai Russe, il y a toujours quelque chose en commun : une culture, un pan de civilisation et pas seulement un grand nez ! Qu'est-ce que ça veut dire un grand nez ? De Gaulle aussi avait un grand nez ! Est-ce qu'il était juif ?

Je vis ailleurs qu'en Israël. Le plus souvent je vis en France, parce que, géographiquement, c'est le lieu le plus pratique, le plus central pour mon travail, pour ma « carrière internationale » comme on dit. Mais je continue à aller régulièrement en Israël. Mais je me suis mis, en tant que violoniste, à la disposition de mon peuple pendant les périodes de guerre. Mais j'ai un passeport israélien. Mais je suis toujours de mon pays.

Si je vis en France, c'est aussi pour d'autres raisons. C'est d'abord parce que c'est là que je suis venu faire mes études musicales avant la Seconde Guerre mondiale, là que je suis entré au Conservatoire. La terre de France est aussi mon terreau musical... Ensuite, je suis d'accord avec Victor Hugo et Joséphine Baker : tout humain doit avoir deux patries, la sienne et Paris, la sienne et le pays de la liberté, des idées de la Révolution. Je vis ça très bien, merci.

— Mais ça veut dire quoi de s'affirmer juif ?

— Ça veut dire quoi de se dire humain ? Ça veut dire quoi de revendiquer la liberté pour tous ? En fait, tu sais, je ne me suis jamais décrété juif de façon intellectuelle. Je ne me suis pas différencié de moi-même. On m'a différencié. Et assez brutalement ! J'étais encore enfant. Je ne me vivais absolument pas comme « juif ». Je venais d'arriver en France avec ma mère. Je jouais avec des petits Français. Et l'un d'eux a dit : « Je ne veux pas jouer avec un sale Juif ! ». Avant ce jour, je ne savais rien de l'antisémitisme. A Haïfa, dans ma prime jeunesse, ma famille habitait le quartier arabe. Mes premiers amis, mes premiers compagnons de jeu étaient de petits Arabes. Je ne faisais aucune différence entre ma famille et les familles arabes. Un jour au souk, alors que je croyais tenir la main de ma mère, je me suis aperçu que, dans ma distraction, je m'étais emparé de celle d'un arabe en djellaba. J'étais si peu « étranger » au milieu des Arabes que j'ai eu la même maladie des yeux qu'eux : le trachome. Aujourd'hui, les petits Israéliens ne souffrent plus de trachome, mais cette maladie endémique continue à faire des ravages en Egypte, au Maroc et dans d'autres pays arabes...

S'affirmer juif, c'est simplement reconnaître qu'on est d'un peuple et d'une culture. Comme on est breton, basque, alsacien ou tibétain. Ce n'est en rien agressif ou raciste. Ce n'est pas le pendant de l'affirmation aryenne. D'ailleurs, tu sais ce qu'on racontait sous le nazisme, qu'on raconte encore en Israël, à propos des aryens ? Voici : « Qu'est-ce qu'un pur aryen ? C'est quelqu'un qui aurait la blondeur d'Hitler, le nez de Goebbels, la beauté de Streicher, la taille fine de Goering et le nom de Rosenberg ! »

Je rencontre parfois des antisémites honteux qui me disent : « Mais vous n'allez pas me dire que vous êtes un vrai Juif ! » Je réponds : « Non, je suis moitié moitié ». Je marque un temps. Je les vois se détendre. Et je leur balance : « Moitié juif par ma mère ; et moitié juif par mon père ! »

— Une nuance : se dire israélien, ça ne peut pas aussi sous-entendre une revendication territoriale. Certains diraient « une visée expansionniste »...

— Vieille rengaine ! Regarde la taille d'Israël sur le globe. De quelle expansion peut-on parler ? Est-ce que le peuple juif est expansionniste ? La question des territoires occupés est le triste résultat d'une guerre. Mais qui veut la guerre ? Qui est l'agressé ? Où sont les agresseurs ? Ce sont des contingences d'aujourd'hui : il y a des hommes, des femmes et des enfants en Israël. Faut-il les laisser massacrer sans rien dire ? Je ne peux pas m'habituer à cette idée qu'on va venir détruire des humains et que tout le monde se taira. Je suis incapable de me taire. Et pas seulement quand il s'agit d'Israël. Je ne peux pas être soupçonné d'avoir de la sympathie pour les dirigeants de l'Irak et de l'Iran... Mais, quand je vois à la télévision une mère, irakienne ou iranienne, pleurant sur le cadavre de son enfant, j'ai envie de crier : assez ! Pas de massacre ! Assez parlé du pétrole et du détroit d'Ormuz ! Parlons plutôt de ces enfants qui meurent, de ces femmes et de ces hommes qu'on assassine.

Qu'est-ce que tu crois ? Que, quand je me suis mis à la disposition de mon pays en 1967, je croyais qu'à moi tout seul j'allais faire peur à Nasser ? Soyons sérieux. Je voulais hurler une seule chose, je le répète : assez !

Israël c'est vraiment une toute petite souris au milieu de gros rats. C'est tout petit. C'est presque rien. C'est seulement un groupe d'êtres humains. Quand je fais découvrir mon pays, je fais souvent cette plaisanterie : « Regardez ici, il y a dix ans, il n'y avait rien... Il n'y a toujours rien ! » La Terre promise ? Parlons-en ! La Bible raconte : Moïse a fait marcher les Juifs dans le désert pendant quarante ans en direction de la Terre promise. Si tu veux traverser le désert en question, le désert du Sinaï, tu t'apercevras qu'il ne faut que deux nuits de marche ou, au plus, deux semaines de promenade... si tu tiens vraiment à t'arrêter à tous les repas et à cueillir

des kilos de figues de barbarie. Alors, pourquoi quarante ans ? Parce que la marche vers la Terre promise, ça ne signifie pas la conquête d'un territoire, ça signifie la quête de l'absolu.

Pense à autre chose. Toujours à propos de la Bible et la traversée du désert. Quand « le peuple élu » est « arrivé » au bout de son voyage, qu'a-t-il fait devant Jéricho ? Il a fait tomber les murs ! Autrement dit, il a supprimé les frontières ! Ce qui ne me semble pas relever du chauvinisme. Jéricho ce n'est pas cocorico, mes chers Français !

— Il n'empêche que tu donnes une signification profonde à l'affirmation de ton identité juive...

— Profonde mais surtout pas belliciste. Je veux seulement dire : l'Histoire des Juifs, c'est en concentré toute l'Histoire de l'humanité. Je veux seulement rappeler : tout ce qui arrive en premier aux Juifs finit par arriver aux autres. Etre juif c'est un peu être un baromètre du genre humain, hélas ! Ce qui est arrivé aux Juifs, c'est aussi arrivé aux communards, aux Kurdes, aux Arméniens, aux Indonésiens, aux Amérindiens, aux Sioux, aux Amazoniens, aux Biafrais, aux Congolais, aux Ougandais, aux Cathares, aux Cambodgiens. Je n'en finirais pas d'énumérer. Brecht, je le cite de mémoire, disait : « Quand ils ont arrêté les Juifs, personne ne s'est inquiété. Quand ils ont arrêté les communistes, personne ne s'est inquiété. Quand ils ont arrêté les catholiques, personne n'a protesté. Quand ils ont sonné à ma porte il n'y avait plus personne pour me défendre. » C'est ainsi que certains de ceux qui avaient été antidreyfusards, ou leurs enfants, ont fini dans les mêmes camps de la mort que beaucoup de Juifs de France.

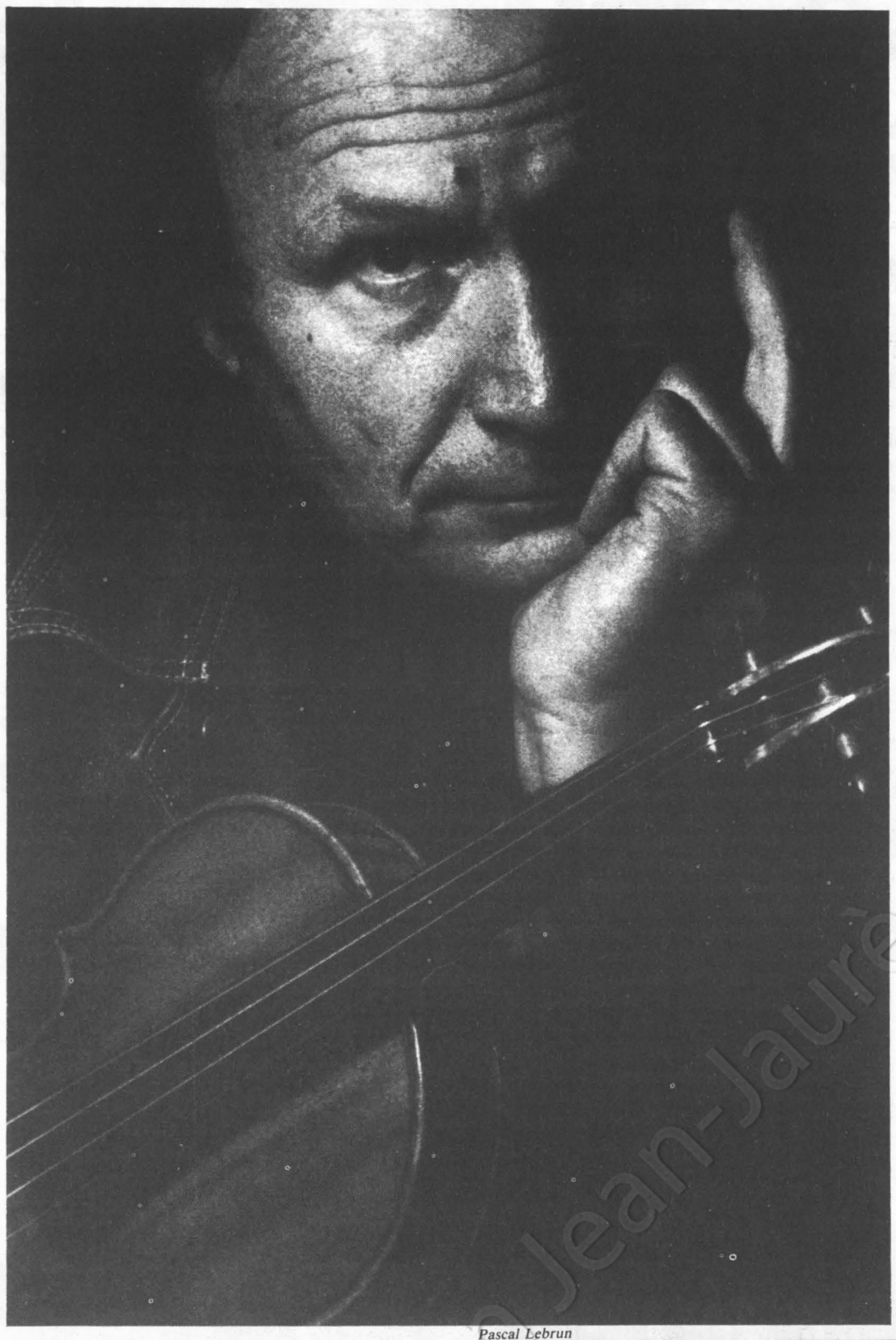
Il y a des cons qui divisent le monde en deux : les Juifs et les non-Juifs. Des cons suicidaires ! Ils finissent toujours par se retrouver dans la situation des Juifs. Tout le monde est juif ! Pourquoi faut-il que les hommes ne le comprennent qu'en période de crise, que lorsque les temps sont sombres ? En réalité, chacun est en permanence potentiellement juif. Etre juif, c'est être vigilant. C'est savoir dans sa chair que l'homme est un loup pour l'homme. Si les Juifs n'existaient pas, il faudrait les inventer.

— Tu as été le premier Israélien à te produire en Union soviétique. Pourquoi n'as-tu pas été le premier Juif à monter sur une scène d'Egypte ? Pourquoi cet honneur a-t-il été fait à Enrico Macias ?

— Je n'aurais pas refusé. Mais pose plutôt la question à Anouar El Sadate. Pour ma part, s'il a choisi un Juif de France plutôt qu'un Juif d'Israël, cela prouve seulement que la paix n'arrive pas aussi vite que certains le prétendent. Les pays où il n'y a pas de Juifs en liberté sont des pays qui ont *décidé* de ne pas accueillir de Juifs. C'est tout. Une belle blague court sur ce sujet : un Israélien et un Chinois se rencontrent. L'Israélien interroge le Chinois : « Combien êtes-vous ? » Le Chinois : « Neuf cents millions. Et vous ? » L'Israélien : « Trois millions et demi. » Le Chinois : « Ah ! Et à quel hôtel descendez-vous ? »

— Tu es juif. Mais, toi, personnellement, tu n'as jamais été martyr ?

— Non. J'ai seulement été victime. Victime de l'arbitraire. J'ai été emprisonné deux fois sans raison : une fois dans l'Espagne fasciste de Franco, une fois dans le Cuba communiste de Castro. J'étais invité à La Havane. C'était en 1960, le 26 juillet. J'avais réussi à assister aux fêtes de la Révolution au milieu d'un million et demi de Cubains. J'avais fini mon voyage jusqu'au lieu des festivités dans la Cadillac noire du correspondant des « Izvestia ». Il m'avait demandé : « Vous êtes de quel pays ? » — « Je suis Israélien. » — « Ah ! Italien ! » — « Non, Israélien. » — « Oui, Italien. » Je n'avais pas insisté. J'étais rentré à La Havane. Deux amis, une journaliste et un photographe de « Look Magazine », m'avaient demandé : « Ce soir, c'est l'ouverture de la Conférence de la jeunesse latino-américaine. Nous y allons. Tu viens avec nous ? Che Guevara doit faire un important discours... » J'y étais en leur compagnie. Mais le Che ne devait pas vouloir être photographié. Quand mon ami photographe de « Look Magazine » a voulu opérer, nous avons été « doucement » embarqués par deux de ces énergumènes lisses et convaincants comme il en existe dans toutes les polices du monde. Nous nous sommes retrouvés dans une villa « aménagée » : « Vous êtes détenus. » Un jeune geôlier noir a voulu me pousser brutalement dans une cellule. Je ne sais pas ce qui m'a pris. J'ai résisté, je l'ai regardé droit dans les yeux et je lui ai dit : « Toi, tu es noir. Moi, je suis juif. Nos deux peuples ont beaucoup souffert, non ? Alors ? » Pendant les vingt-quatre heures où je suis resté enfermé, il a été mon meilleur ami.



Pascal Lebrun



Ivry Gitlis lors du colloque méditerranéen de Saint-Maximin.



— Comment vis-tu l'antisémitisme depuis le jour de ton enfance où tu l'as rencontré ?

— Il y a quelques années, en 1967, je rentrais de Hollande. J'arrive en gare du Nord. Paris vivait à l'heure des élections présidentielles. Je monte dans un taxi pour rentrer chez moi. Le chauffeur était jeune et sympathique. J'engage la conversation : « Alors ? Comment ça va tourner ces élections ? » Réponse : « J'espère qu'on va en profiter pour se débarrasser de tous ces Juifs ! » Je reste calme et courtois : « Quels Juifs ? » Le chauffeur : « Mais tous ! Tout le gouvernement, bien sûr ! » Il m'énumère des noms. Il cite notamment celui du ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Je demande : « Même Pompidou ? » Lui : « Non, pas Pompidou ; mais je me demande bien comment il a fait pour être là, celui-là ! » Il enchaîne : « Les Juifs sont partout, dans la finance, dans la politique, dans tous les gouvernements de tous les pays. Vous pensez, il y en a soixante-huit millions au total. » Il m'énumère le détail, la répartition géographique. Je deviens insidieux : « Je suppose que vous allez voter pour Tixier-Vignancourt. » Lui : « Non, pour François Mitterrand ! » J'encaisse. Je continue : « Vous êtes donc plutôt de gauche. » Lui : « Oui. » Moi : Savez-vous que Karl Marx était juif ? » Re-silence. Moi : « Vous allez au cinéma. Vous aimez Charlot ? ». Acquiescement. « Vous savez que Charlie Chaplin est un Juif ? » Mutisme. Je place ma dernière banderille. Nous arrivions place Péreire : « Vous dites qu'il y a dix millions de Juifs en Israël. Moi, je peux vous dire qu'il en a trois fois moins. » Lui : « Comment le savez-vous ? » Moi : « Parce que je suis juif et Israélien ! » Nous avons failli avoir un accident. Quand je lui ai réglé la course, il pleurait. Je crois que tout commentaire serait superflu.

— Comment as-tu réagi à ce qui s'est passé rue Copernic et à ce qui a suivi ?

— On dit que « la bête immonde » s'est réveillée. Je n'aime pas trop cette expression. La réalité prouve que bien des bêtes — je préfère dire des animaux — sont moins cruelles que bien des hommes. Mais, si l'on tient à parler stupidement de bête, était-ce mieux quand la bête était endormie ? Au moins, le mal est visible maintenant. Et, partout en France, des gens l'ont dénoncé. Mais est-ce suffisant ? Fallait-il payer de plusieurs morts cette lucidité nouvelle ? Ce à quoi il faudrait s'attaquer, c'est la peur. Parce que c'est la peur qui rend assassin. Mais il est vrai que ne pas avoir peur n'empêche pas d'être victime. Les Juifs en savent quelque chose... Assez parlé des Juifs, ils nous emmerdent, non ?... C'est de l'humour, je précise. De l'humour juif, évidemment.

— Accepte encore une dernière question sur ce terrain : serais-tu devenu un grand soliste si ta communauté de Haïfa ne t'avait pas offert un violon, si une baronne de Rothschild ne t'avait pas payé tes études ?

— Et moi je t'interroge : est-ce qu'un Tzigane qui serait secrétaire d'Etat d'un gouvernement français jouerait encore de la guitare ? Et, si j'avais été le fils d'un bédouin, est-ce que je serais devenu violoniste ? Tu en connais beaucoup, toi, de violonistes arabes ? Tu en connais beaucoup de ministres français d'origine gitane ? Avec des « si » on fait pousser beaucoup de choses dans le désert.

Je pourrais aussi te retourner ta question : comment est-ce que j'ai pu devenir un soliste à carrière internationale tout en étant juif ? Parce que, il n'y a pas si longtemps, c'était un sérieux handicap. Gustav Mahler n'est pas le seul musicien à avoir fait les frais de l'antisémitisme.

Je suis devenu musicien : héritage et besoin personnel se sont conjugués. Hasard et nécessité, si tu veux. Mais est-ce si étonnant ? Tous les peuples opprimés n'ont-ils pas toujours été musiciens ? Ce qui tendrait à prouver que, peut-être, tous les peuples sont plus ou moins opprimés...

— Mais pourquoi la musique plutôt qu'un autre art ?

— Parce que ce n'est pas un luxe. Parce que c'est un moyen d'expression aussi important que la parole. Parce que c'est une nourriture aussi nécessaire que le pain. Le pain nourrit le corps. La musique nourrit l'esprit. Qu'est-ce qu'un peuple sans nourritures spirituelles ? Qu'est-ce qu'un peuple sans culture ? Un pays sans politique culturelle est-il un pays libre ? Regardons autour de nous : autant de réponses, autant de gifles, autant de chagrins et de colères. La musique est richesse, rencontre et liberté. La musique est respiration. Peut-on vivre sans respirer ? Un journaliste, un jour, m'a demandé : « Qu'est-ce que vous faites en ce moment ? » Je lui ai répondu : « Je respire, je n'arrête pas de respirer. Et vous ? »

— Tu dis volontiers que « nous sommes tous des musiciens ». Je rectifie : nous devrions tous être des musiciens. Est-ce pour que nous le devenions que tu te bats sans cesse, que tu vas de récital en récital, que tu bâtis festival sur festival, que tu viens de mettre en route tes « nuits » du Carré Silvia Monfort ?

— Je n'élève pas de monument. Je sais que tout est éphémère. Alors, je t'épargnerai de grandes théories. Mais je crois que la musique c'est comme l'amour : ça peut devenir contagieux si on s'en occupe un peu. Je m'en occupe. Voilà. Et, en plus, j'y prends du plaisir ! J'espère que j'en donne... Je ne vais pas attraper une grosse tête pour autant. Si je suis utile, tant mieux. Mais jusqu'à quel point le suis-je ? Chez nous, on dit : il y a eu cinq Juifs importants pour les hommes. Moïse qui a parlé de l'esprit. Jésus qui a parlé du cœur. Marx qui a parlé du ventre. Freud qui a parlé du sexe. Et Einstein qui a dit : « Tout est relatif. » Attention ! Tout est relatif, en effet ; même pour Ivry Gitlis !

Je te ferai quand même un aveu : les concerts, les disques, c'est ma façon de laisser des enfants, de les faire à bien d'autres qu'à ma femme. Si je les fais, c'est quand même dans l'espoir de les voir grandir !

— Nouveau, cet optimiste feutré ! Habituellement tu prétends que les hommes et les femmes sont des traîtres à l'espèce humaine, que seul le violon ne trahit pas...

— Eh bien ! justement, c'est ma façon d'être optimiste : en donnant (presque) tout au violon. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès

La seule issue à la crise du XXe siècle

Avec un projet articulant les nationalisations, la planification, l'autogestion, la réduction des inégalités, le P.s. peut convaincre notre peuple qu'une issue autre que capitaliste existe

PAR GUY PERRIMOND

« La Crise du XXe siècle ». C'est le titre d'un ouvrage d'économie écrit par Jean-Hervé Lorenzi, Olivier Pastré et Joëlle Toledano qui a paru, aux éditions Economica, à la veille des vacances. Les livres d'économie ont souvent un sort malheureux : le lecteur potentiel, le militant par exemple le pense trop abstrait, trop théorique. Pourtant il est nécessaire pour comprendre notre monde d'aborder de tels livres.

Dans « la Crise du XXe siècle » les auteurs, après avoir produit une explication de la situation actuelle, tentent de décrire son issue. Qui passe, pour eux, par une restructuration industrielle à l'échelle mondiale, basée sur l'électronique, l'énergie, etc.

Qu'une telle vision fasse débat est évident. C'est pour cela que « l'Unité » a choisi d'interroger Jean-Hervé Lorenzi.

« L'UNITE » : Coincé entre les difficultés quotidiennes et le discours dominant, les Français vivent la crise actuelle sur un mode me semble-t-il conjoncturel. D'une part les difficultés concrètes : l'inflation, le chômage etc., d'autre part des idées souvent assez vagues, des embryons de solution qui au fond ne règlent rien. Pourtant la crise existe, elle est grave, sera longue et lorsque nous en sortirons le paysage du monde industriel sera profondément modifié.



Jean-Hervé Lorenzi. *Pascal Lebrun*

JEAN-HERVE LORENZI : Ce qu'il faut bien mesurer c'est que contrairement aux crises passées, les effets de celles que nous connaissons ont été assez largement socialisés. En 1930 par exemple le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, celui des paysans avait connu une amputation de l'ordre de 50 %. Les conséquences du vendredi noir ont été brutales, ont porté sur des couches sociales particulières qui ont, au sens littéral du terme, payé les pots cassés.

Aujourd'hui, à l'exception de la jeunesse — et ce n'est pas peu — ou des salariés de secteurs particulièrement touchés, les uns et les autres pouvant être soit marginalisés, soit contenus dans des poches de sous-emploi le plus souvent régionales, les mécanismes négociés ou mis en place par l'Etat modifient la perception des effets négatifs. Cela donne l'impression que la crise est plus douce. Mais aussi plus incompréhensible.

D'autre part, les discours tenus brouillent un peu plus les cartes. Par exemple, lorsqu'un ministre, fût-il premier, explique que la crise c'est la faute des autres, une vision superficielle des faits pourrait lui donner raison. Il est vrai que certains pays nouvellement industrialisés concurrencent les productions de telle ou telle branche et que le prix du baril de brut a augmenté. Mais pour comprendre l'impact de ces faits sur notre réalité faut-il encore savoir par exemple que ces pays nouvellement industrialisés ne représentent que 1 % des importations de l'O.c.d.e. ! Et que le triplement en vingt ans et en valeur réelle du pétrole n'est pas suffisant pour mettre à genoux un système économique.

De surcroît, le mot crise a été suffisamment galvaudé pour que les effets — chômage, etc. — suffisent à occuper l'esprit des Français.

— Pourtant la crise est réelle, profonde. Quelles en sont, pour vous, les causes principales ?

— Tout d'abord quels en sont les signes, les indicateurs les plus visibles. Il y a celui, perçu par tout le monde, du chômage. Celui-ci est de plus en plus important. Et, pour les économistes, il y a par exemple la baisse des taux d'investissement. C'est depuis 1973 que cette baisse a été mesurée. C'est-à-dire avant les premières hausses du pétrole. Or, réduire les investissements revient à annoncer que l'on est incapable de parier sur l'avenir, de prévoir. Tout le reste suit. Et depuis cette date, les investissements réalisés ont comme but essentiel de remplacer des hommes par des machines. Ce qui accroît un peu plus le chômage et, mécaniquement, réduit encore un peu plus les débouchés. Or, le capitalisme a besoin de vendre pour réaliser ses profits.



L'automobile : le passé et le présent. *Viva*



La télématique : l'avenir.

— La conjoncture, l'air du temps ne suffisent pas à expliquer que les firmes des pays les plus développés en arrivent, toutes ensemble, à grignoter leur futur. Ce refus d'investir doit avoir des motifs impérieux.

— Durant les années 1920 les gains de productivité aux Etats-Unis ont eu une croissance double de celle du pouvoir d'achat de la classe ouvrière américaine. La conséquence de ce décalage est connue : les capacités de consommation n'ayant plus de rapport avec celles de production, 1929 a d'abord été une crise de débouchés. Pour sortir de cette crise le capitalisme américain a dû s'autoréguler. De 1930 à la fin des années soixante la base de fonctionnement du système est connue. D'une part la croissance permanente et stable de la productivité, d'autre part la croissance régulière des capacités d'achat par la population.

La croissance de la productivité était due au « fordisme » (le travail à la chaîne, etc.), celle de la consommation à divers mécanismes tels les salaires indirects, le crédit. En France par exemple où le système a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale, l'intervention de l'Etat porte le salaire indirect à un tiers du revenu global et voit le crédit à la consommation multiplié par cinquante entre 1946 et 1970.

Dès qu'une baisse sensible des gains de productivité se produit, la mécanique se grippe. C'est ce qui est arrivé aux Etats-Unis dans la seconde moitié des années soixante. Les raisons de cette baisse sont multiples. Il y a le poids énorme pris par le tertiaire, celui des dépenses d'Etat, ce que l'on a appelé la crise du travail — le refus d'un certain mode d'organisation — etc. Par rapport au passé, les motifs qui, s'additionnant, se multipliant, sont cause de la crise, sont plus nombreux. C'est ce qui la rend plus grave.

— Les réponses officielles à cette situation sont connues. Face à la gauche qui propose, entre autres, une relance par la consommation, le pouvoir fait tout pour la limiter et parle d'une « stratégie de créneaux ». Qu'en pensez-vous ?

— Cette stratégie proposée par Raymond Barre et quelques autres est dangereuse. Elle sous-entend qu'une relance ne peut intervenir que grâce à quelques secteurs industriels porteurs de la demande mondiale. Or, pour les cinq années à venir par exemple, personne n'est capable de dire ce que sera la demande mondiale. Et le passé récent est révélateur : en R.f.a. la sidérurgie et la chimie se portent bien. Or, il y a quelques années on nous expliquait que l'une et l'autre étaient condamnées et qu'il fallait les abandonner : ce n'était pas des industries porteuses !

Ce qu'un tel schéma nie, c'est la nécessité pour un système industriel d'avoir une cohérence. Devenir seulement spécialiste de quelques secteurs c'est, petit à petit, retirer toute cohérence au système, donc au pays, et relativiser son indépendance. De surcroît les idées de Barre et de Michel Albert, le commissaire au Plan, reposent sur une autre incohérence. Réserver au monde développé les productions évoluées, c'est tout à la fois faire une erreur fantastique sur l'avenir du tiers monde et tenter désespérément de maintenir les disparités entre le Nord et le Sud.

— Le P.s. a proposé à diverses reprises des moyens pour sortir de la crise. Qu'en pensez-vous ?

— Les gouvernements en place ont tenté des politiques de relance de type Keynesien. Mais il s'agissait chaque fois de relance conjoncturelle. Ce qui allait plus loin par exemple, c'était la stratégie du programme commun. Elle admettait la baisse des taux de rentabilité de certains secteurs. Car si l'on veut maintenir un tissu industriel cohérent, il faut avoir le contrôle à la fois de ce qui est « pilote », porteur, et des activités à rentabilité plus faible. La différence entre 1973 et 1980 ne porte pas, à mon avis, sur les nationalisations. Elles sont toujours nécessaires. Mais la situation s'étant aggravée, sur le plan national et international, il faudra à ces nationalisations ajouter une stratégie du consensus qui aille très loin. Car la sortie de crise passe à la fois par une relance des consommations et un investissement massif dans les secteurs où de forts gains de productivité peuvent être attendus. Et tout cela se paie. Car il faudra en même temps réindustrialiser certains secteurs.

A cela doit s'ajouter la planification. Car c'est la seule manière de faire fonctionner de façon équilibrée un système ayant des pôles à fortes et à basse rentabilité.

J'ai toujours été étonné que l'on présente la planification comme une idée ancienne : elle n'a jamais été aussi actuelle et nécessaire qu'aujourd'hui.

Au total il me semble évident que la gauche, seule, a les moyens de mettre en œuvre une « sortie de crise » qui ne soit pas brutale. Par le biais des nationalisations, de la planification elle se donne les moyens de conserver un tissu industriel cohérent, de mettre en œuvre une relance industrielle portant sur un grand nombre de secteurs — dont ceux à productivité élevée comme l'électronique — le tout ayant un impact certain à l'échelle européenne. Et la gauche en pouvant répondre clairement à la question « qui paye » peut se donner les moyens politiques nécessaires à de telles techniques.

— Mais si la gauche ne parvient pas à se rendre maîtresse de notre destin commun, quelles peuvent être, d'après vous, les issues capitalistes à la crise ?

— Les causes principales de la crise étant connues, il est évident que le système tente d'y apporter remède. En 1930 le problème était de réguler la consommation en maîtrisant l'évolution des rémunérations. Aujourd'hui, la régulation devra porter d'abord sur le temps.

En effet, les consommations du type de la voiture et du logement ne pourront plus jouer le même rôle que par le passé. Que reste-t-il si l'on sait qu'il faudra tout à la fois transformer le tertiaire, trouver des secteurs où des gains de productivité puissent être dégagés et mettre au jour de nouvelles consommations ? Il reste l'ensemble des industries électronique-informatique-automation. Cet ensemble permettra de modifier la manière de produire les objets, ainsi que le fonctionnement du tertiaire. Mais surtout il jouera sur les consommations.

Or, développer la télématique, en faire un vrai marché implique que les utilisateurs aient plus de temps. Si les Français passent en moyenne aujourd'hui deux heures devant leur télévision par exemple, on prévoit que dans dix ans, ils y passeront quatre heures ! Et l'automation libérant du temps de travail, on peut percevoir que c'est autour du problème du temps que l'avenir va se jouer.

Ce qui est plus dangereux que certains le croient. Déjà, le lieu de travail est l'une des dernières collectivités. Contrôler le temps « libre », l'ensemble informatique étant ce qu'il est, relève du « flicage ». Il est nécessaire que cela soit compris.

Mais plutôt qu'envisager une sortie capitaliste, je veux redire qu'avec un discours qui ne cache rien de la gravité de la crise actuelle, rarement au P.s. ancré à gauche n'a eu de solutions aussi crédibles. Contrairement à une croyance largement répandue, rien ne prouve qu'il soit plus simple pour lui d'arriver au pouvoir en période de forte croissance alors qu'il s'agit de répartir un supplément de pouvoir d'achat. Avec un projet articulant les nationalisations, la planification, l'autogestion — donc un consensus social plus large — la réduction des inégalités, il peut convaincre notre peuple qu'une issue autre que capitaliste existe. Reste à réussir à faire passer ce message. ●

Fondation Jaurès

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325